

I – TYPOLOGIE DES PRODUITS ET ACTIVITÉS DE RECHERCHE

1. PRODUITS DE LA RECHERCHE

I. Journaux / Revues

1. Articles scientifiques

1. BAHUREL Charles, « La révocation d'un testament ne redonne pas de plein droit effet à un testament antérieur qui avait été par lui révoqué », Note sous Cass. 1^{ère} civ., 17 mai 2017, Defrénois 19 octobre 2017 n°23
2. BLANCHARD Marie, « Liaison Corse-continent par la SNCM : application du critère de l'investisseur privé en économie de marché à des indemnités complémentaires de licenciement », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2012-février 2013 n° 5, Les Petites Affiches, 11-12 novembre 2013, n° 225-226, p. 13-14
3. BLANCHARD Marie, « Exploitation du nom d'une commune dans un nom de domaine, trouble manifestement illicite résultant d'un risque de confusion dans l'esprit du public », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2012-février 2013 n° 5, Les Petites Affiches, 11-12 novembre 2013, n° 225-226, p. 6
4. BLANCHARD Marie, « Les voyageurs doivent être informés des retards ou suppressions des trains constituant des correspondances principales », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2012-février 2013 n° 5, Les Petites Affiches, 11-12 novembre 2013, n° 225-226, p. 14
5. BLANCHARD Marie, « Déplafonnement du loyer du bail commercial renouvelé et modification notable de la destination des lieux : inutilité de la recherche d'une incidence favorable de la modification sur l'activité du preneur », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2012-février 2013 n° 5, Les Petites Affiches, 13 novembre 2013, n° 227, p. 5
6. BLANCHARD Marie, « Notion de communication au public d'une œuvre de l'esprit, hôtelier diffusant des phonogrammes auprès de ses clients », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2012-février 2013 n° 5, Les Petites Affiches, 13 novembre 2013, n° 227, p. 5-6
7. BLANCHARD Marie, « Arrêté relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels afin de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2013-janvier 2014 n° 6, Les Petites Affiches, 23 juillet 2014, n° 146, p. 3
8. BLANCHARD Marie, « Calcul du délai pendant lequel le bailleur ne peut prétendre à aucune majoration de loyer », *in* « Chronique de droit du tourisme janvier » 2013-janvier 2014 n° 6, Les Petites Affiches, 22 juillet 2014, n° 145, p. 9-10
9. BLANCHARD Marie, « Décret relatif à la formation des loueurs de chambres d'hôtes délivrant des boissons alcooliques », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2013-janvier 2014 n° 6, Les Petites Affiches, 22 juillet 2014, n° 145, p. 10
10. BLANCHARD Marie, « Réglementation de la concurrence entre les taxis et les voitures de tourisme avec chauffeur », *in* « Chronique de droit du tourisme janvier 2013-janvier 2014 n° 6 », Petites Affiches, 22 juillet 2014, n° 145, p. 6-7

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

11. BLANCHARD Marie, « Notion de communication au public d'une œuvre de l'esprit, établissement thermal assurant une diffusion audiovisuelle d'œuvres de l'esprit auprès de ses clients », *in* « Chronique de droit du tourisme » janvier 2014-mars 2015 n° 7, Les Petites Affiches, 14 août 2015, n° 162, p. 9-10
12. BLANCHARD Marie, « Régulation de l'activité des taxis et de celle des VTC (véhicules de tourisme avec chauffeur) », *in* « Chronique de droit du tourisme janvier 2014-mars 2015 n° 7 », Petites Affiches, 12 août 2015, n° 160, p. 17-19
13. BLANCHARD Marie, « Taxis, VTC et covoiturage devant le Conseil constitutionnel », *in* « Chronique de droit du tourisme mars 2015-janvier 2016 n° 8 », Petites Affiches, 6 octobre 2016, n° 200, p. 6-9
14. BLANCHARD Marie, « Aspects de droit de la concurrence », *JurisTourisme*, Décembre 2016, n° 192, dossier spécial « Tourisme collaboratif, jeux sans frontières », p. 32-34
15. BLANCHARD Marie, « Uber : nouvelle péripétie judiciaire sous l'angle des pratiques commerciales trompeuses (Cass. crim., 31 janv. 2017, n° 15-87770 (F-D)) », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n° 9 », Petites affiches, 15 novembre 2017, n° 228, p. 17-18
16. BLANCHARD Marie, « Un cadre pour les centrales de réservation de transport de personnes (L. n° 2016-1920, 29 déc. 2016, relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes) », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n° 9 », Petites affiches, 15 novembre 2017, n° 228, p. 11-14
17. BLANCHARD Marie, « Pas de droit de communication au public dans les chambres d'hôtel (CJUE, 16 févr. 2017, n° C-641/15, Verwertungsgesellschaft Rundfunk GmbH c/ Hetteger Hotel Edelweiss GmbH) », *in* « Chronique de Droit du tourisme » janvier 2016- février 2017 n° 9, Les Petites affiches, 15 novembre 2017, n° 228, p. 15
18. BLANCHARD Marie, « L'affaire Coty : arrêt de principe ou arrêt d'étape ? », *in* dossier sur l'arrêt Coty, *Concurrences* 2018, n° 2, p. 18-23
19. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 16 octobre 2013, n° 12-23.333, *Concurrences* 1/2014, p. 105-107
20. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 8 octobre 2013, n° 12-25.984, *Concurrences* 1/2014, p. 109-111
21. DURAND Valérie, Obs. ss. CEDH, 5^{ème} sect., 12 avril 2012, n° 43547/08, *Stübing c/ Allemagne*, *in* *Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme* (année 2012), *Journal du droit international* (Clunet), n° 4, Oct.-nov. 2013, *Chron.* 8, p. 1289-1291
22. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. soc., 27 novembre 2013, n° 12-23.916, *Concurrences* 1/2014, p. 108-109
23. DURAND Valérie, « À l'impossible nul n'est tenu » ou presque », obs. ss Cass. 1^{ère} civ., 8 mars 2012, n° 10-25.913 et Cass. 1^{ère} civ., 17 oct. 2012, n° 11-25.167 et n° 11-23.387, *in* « Chronique de droit du tourisme n° 5 – janvier 2012-février 2013 », Les Petites affiches 13 nov. 2013, n° 227, p. 6-9
24. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. soc., 15 janvier 2014, n° 12-19.118, Cass. soc., 15 janvier 2014, n° 12-19.472 et Cass. com., 11 mars 2014, n° 13-12.507, *Concurrences* 2/2014, p. 129-132

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

25. DURAND Valérie, « À propos de l'extraction et de la purification de l'hormone de croissance », obs. ss. Cass. crim., 7 janvier 2014, n° 11-87.456, Bulletin Lamy Droit de la santé n° 137, Mars 2014, Éclairage, p. 1-5
26. DURAND Valérie, « L'indemnisation des voyageurs victimes de retard de transport : de la diversité des instruments à la convergence des protections », obs. ss. CJUE 26 septembre 2013, aff. C-509/11, ÖBB-Personenverkehr AG, CJUE 26 septembre 2013, Aff. C-11/11, Air France SA, *in* « Chronique de droit du tourisme n° 6 – janvier 2013-février 2014 », Les Petites affiches 22 juill. 2014, n° 145, p. 12-16
27. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 8 avril 2014, n° 13-14693, Cass. com., 8 avril 2014, n° 13-11377, Cass. com., 25 avril 2014, 12-15725, Concurrences 3/2014, p. 119-123
28. DURAND Valérie, Obs ss. CEDH, Gde ch., 26 nov. 2013, n° 27853/09, X. c/ Lettonie, *in* Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2013), Journal du droit international (Clunet), n° 3, Juillet-Septembre 2014, chron. n° 6, p. 980-982
29. DURAND Valérie, Obs. ss. CEDH, 1^{ère} sect., 18 avril 2013, n° 7075/10, Ageyevy c/ Russie, *in* Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2013), Journal du droit international (Clunet), n° 3, Juillet-septembre 2014, chron. n° 6, p. 982-985
30. DURAND Valérie, « La protection des voyageurs devant les juridictions nationales », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 2 octobre 2013, n° 12-23.568 et Cass. 1^{ère} civ., 13 mars 2013, n° 09-72.962, *in* « Chronique de droit du tourisme n° 6 – janvier 2013- février 2014 », Les Petites affiches, 22 juill. 2014, n° 145, p. 16-18
31. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 8 juillet 2014, n° 13-11208, Concurrences 4/2014, p. 161-163
32. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 8 juillet 2014, n° 13-11710, Concurrences 4/2014, p. 164-165
33. DURAND Valérie, Cass. com., 21 octobre 2014, n° 13-14210, Concurrences 1/2015, p. 131-134
34. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 7 octobre 2014, n° 13-19797, Concurrences 1/2015, p. 134-136
35. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 10 février 2015, n° 12-26023, Concurrences 2/2015, p. 119-121
36. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 10 février 2015, n° 13-24979, Concurrences 2/2015, p. 122-123.
37. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 20 février 2015, n° 11-28567, Concurrences 2/2015, p. 123-125
38. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 31 mars 2015, n° 13-21300, Concurrences 3/2015, p. 107-108
39. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. soc., 9 avril 2015, n° 13-25847, Concurrences 3/2015, p. 108-111
40. DURAND Valérie, « Convention de Varsovie et Convention de Montréal ou la rigueur de la réparation du préjudice corporel du passager victime », obs ss. Cass. 1^{ère} civ., 15 janvier 2014, n° 11-21394 et n° 11-27962, *in* « Chronique de droit du tourisme n° 7 –

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

janvier 2014-mars 2015 », Les Petites affiches 13-14 août 2015, n° 161-162, p. 12-15

41. DURAND Valérie, « La Convention de Montréal et le Règlement communautaire (CE) n° 261/2004 du 11 février 2004 ou la réparation facilitée du préjudice résultant d'un retard de vol », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 2 avril 2014, n° 13-16038, *in* « Chronique de droit du tourisme n° 7 – janvier 2014-mars 2015 », Les Petites affiches 13-14 août 2015, n° 161-162, p. 15-17
42. DURAND Valérie, obs. ss. CEDH, 5^{ème} sect., 2 octobre 2014, n° 97/11 Delta Pekarny a. s. c. République Tchèque, *in* Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2014), Journal du droit international (Clunet), n° 4, octobre-décembre 2015, Chron. n° 7, p. 1266-1270
43. DURAND Valérie, obs. ss. CEDH, 3^e sect., 2 octobre 2014, n° 15319/09, Hansen c. Norvège, *in* Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2014), Journal du droit international (Clunet), n° 4, Octobre 2015, Chron. n° 7, p. 1208-1211
44. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 6 octobre 2015, n° 13-27419, Concurrences 1/2016, p. 127-129
45. DURAND Valérie, obs. ss. CA Paris, 15 avril 2016, RG n° 14/05590, Concurrences 3/2016, p. 103-105
46. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 12 avril 2016, n° 14-29414, Concurrences 3/2016, p. 105-106
47. DURAND Valérie, obs. ss. Cons. const., Dec. n° 2016-542 QPC, 18 mai 2016, Concurrences 4/2016, p. 127-128
48. DURAND Valérie, obs. ss. CEPC, 25 mai 2016, avis 16-9, Concurrences 3/2016, p. 107-109
49. DURAND Valérie, obs. ss. CEPC, 24 juin 2016, avis n° 16-12, Concurrences 4/2016, p. 120-121
50. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 6 septembre 2016, n° 15-12230, Concurrences 4/2016, p. 128-129
51. DURAND Valérie, « L'exigence de rémunération du vendeur de voyage », sous Cass. 1^{ère} civ., 9 avril 2015, n° 14-15720 et 14-18014, *in* « Chronique de droit du tourisme n° 8 – janvier 2015-mars 2016 (3^{ème} partie) », Les Petites affiches, 5 octobre 2016, n° 199, p. 7-8
52. DURAND Valérie, « La détermination de la juridiction compétente à l'épreuve de l'articulation des normes », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 25 mars 2015, n° 13-24431, *in* « Chronique de droit du tourisme n° 8 – janvier 2015-mars 2016 (5^e partie) », *in* Les Petites affiches 7 octobre 2016, n° 201, p. 5-6
53. DURAND Valérie, obs. ss. CEDH, 1^{re} sect., 7 mai 2015, n° 13712/11, S.-L. et J. L. c/ Croatie, *in* Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2015), Journal du droit international (Clunet), n° 4, octobre-décembre 2016, Chron. n° 8, p. 1372-1374
54. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. soc., 5 octobre 2016, n° 15-22730, Concurrences 1/2017, p. 129-130
55. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 6 décembre 2016, n° 15-20234, Concurrences 1/2017, p. 126-128

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

56. DURAND Valérie, « La protection des passagers des vols annulés ou retardés devant la Cour de cassation », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 15 juin 2016, n° 15-16636, 15-16637, n° 15-16358, n° 15-16359, Cass. 1^{ère} civ., 30 novembre 2016, n° 15-21590, Cass. 1^{ère} civ., 12 octobre 2016, n° 15-20380 et Cass. 1^{ère} civ., 14 janvier 2016, n° 15-12730, in « Chronique de droit du tourisme n° 9 – Janvier 2016-février 2017 (3^e partie) », Les Petites affiches 15 novembre 2017, n° 228, p. 18-22
57. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 11 janvier 2017, n° 15-20780, Concurrences 2/2017, p. 126-127
58. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 1^{er} mars 2017, n° 15-21798, Concurrences 2/2017, p. 122-124
59. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 1^{er} mars 2017, n° 15-22675, Concurrences 2/2017, p. 124-126
60. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 26 avril 2017, n° 15-26780 Concurrences 3/2017, p. 95-96
61. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 1^{er} Mars 2017, n° 15-15448 Concurrences 3/2017, p. 98-100
62. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 11 mai 2017, n° 14-29717, Concurrences 4/2017, p. 116-117
63. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 5 juillet 2017, n° 16-13862, Concurrences 4/2017, p. 122-123
64. DURAND Valérie, obs. ss. Cass. com., 21 juin 2017, n° 16-12955, Concurrences 4/2017, p. 125-126
65. DURAND Valérie, « Regards contemporains sur les évolutions de l'assurance maritime du XX^e et XXI^e siècle », in *L'assurance maritime XIV^e-XXI^e siècles* (dir. C. Borde et É. Roulet), *Les sources de l'histoire maritime*, 2017, n° 2, p. 169-194
66. DURAND Valérie, obs. ss. CEDH, 5^e sect., 1^{er} décembre 2016, n° 48158/11, X et Y c/ France, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2016), Journal du droit international (Clunet), n° 3, juillet-septembre 2017, Chron. n° 9, p. 1071-1075
67. DURAND Valérie, obs. ss. CEDH, 5^e sect., 4 février 2016, n° 58828/13, Isens c/ France, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2016), Journal du droit international (Clunet), n° 3, juillet-septembre 2017, Chron. n° 9, p. 1087-1090
68. FASQUELLE Daniel et BRUNETTI-PONS Clotilde, « Pour la protection des personnes dans l'âge fragile et vulnérable de l'enfance et de l'adolescence », Droit de la famille, n° 4, avril 2014, 5, p. 5
69. FASQUELLE Daniel et INACIO Emmanuelle, « Bref regard de droit comparé sur le statut des professionnels de l'insolvabilité dans l'Union européenne », Revue des Procédures Collectives, Septembre-Octobre 2014, n° 5, dossier 21, p. 11-15
70. FASQUELLE Daniel, « L'harmonisation des droits des entreprises en difficulté dans l'Union européenne : des avancées réelles mais encore trop modestes », Revue des Procédures collectives n° 1, Janvier-Février 2015, 9, p. 56 et s.
71. FASQUELLE Daniel, « L'émergence d'un droit européen de l'insolvabilité », Revue des Procédures collectives, Novembre-Décembre 2016, 29, p. 85 et s.

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

72. FASQUELLE Daniel, « Daniel Fasquelle : Un Professeur de droit à l'Assemblée nationale - La fabrique des lois de concurrence sous l'œil d'un universitaire », *Concurrences* N° 2-2018, p. 6 à 10
73. INACIO Emmanuelle, « CJUE, 3e ch., 4 octobre 2012, n° C-22/11, Finnair Oyj contre Timy Lassooy », note ss. CJUE, 3^{ème} ch., 4 octobre 2012, n° C-321/11, Germán Rodríguez Cachafeiro, María de los Reyes Martínez-Reboredo Varela-Villamor contre Iberia, Líneas Aéreas de España SA, *Chronique de droit du tourisme* n° 5 (janvier 2012 à janvier 2013), *Les Petites Affiches*, n° 225, p. 14-17
74. INACIO Emmanuelle, « Les dernières évolutions du statut de « syndic » au sein de l'Union européenne », *Revue des Procédures Collectives*, Septembre 2013, n° 5, dossier 43, p. 76-78
75. INACIO Emmanuelle, « Des « lignes directrices » pour l'harmonisation du statut de syndic et le droit comparé », *Revue des Procédures Collectives*, Janvier-Février 2015, n° 1, dossier 15, p. 67-70
76. INACIO Emmanuelle, « Brexit: To every end there will always be a new beginning... », *Eurofenix*, Summer 2016, Issue 64, p. 8
77. INACIO Emmanuelle, « Bilan du rapprochement des professionnels de l'insolvabilité au sein de l'Union européenne », *Revue des Procédures Collectives*, Novembre-Décembre 2016, n° 6, dossier 37, p. 105-108
78. INACIO Emmanuelle, « Issues and challenges facing insolvency office holders in Europe », *Eurofenix*, Autumn 2016, Issue 65, p. 8-9
79. INACIO Emmanuelle, « The European Commission's Directive Proposal for common principles and rules on preventive restructuring frameworks, insolvency and second chance », *Eurofenix*, Winter 2016/2017, Issue 66, p. 12-13
80. INACIO Emmanuelle, « To Brexit, or not to Brexit, That has always been the Question », *Eurofenix*, Spring 2016, Issue 63, p. 44
81. JUBAULT Christian, « Réflexion sur la place du ministère public et des 'nouveaux procureurs' dans le procès civil, à l'aune de principe directeurs de la procédure civile », *RRJ* 2016, p. 1665 à 1705
82. LAVAL Sarah, « Third Party and Contract in the Conflict of Laws », in *Yearbook of Private International Law*, Ottoschmidt, Vol. XVIII, 2016/2017, p. 511-542
83. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation juge qu'il n'y a pas lieu à condamnation sur le fondement du parasitisme économique lorsqu'il n'est pas démontré que le défendeur a cherché « à tirer profit des investissements ou de la notoriété du demandeur » et considère par ailleurs que le dénigrement est caractérisé par une publicité comparative réalisée dans des conditions de nature à jeter le discrédit sur les produits d'un concurrent », obs. sur Cass. Com., 25 sept. 2012, *Concurrences*, n° 1/2013, p. 124-124
84. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que le fait de provoquer des substitutions de médicaments contraires aux prescriptions du code de la santé publique est caractéristique d'un acte de concurrence déloyale et impose aux juges qui ont ordonné la publication de la décision de condamnation d'en préciser le coût maximum », obs. sur Cass. Com., 9 oct. 2012, *Concurrence*, n° 1.2013, p. 125-126
85. MÉSA Rodolphe, « Retour sur le formalisme de la demande de mise en liberté formulée par le mis en examen non domicilié dans le ressort de la juridiction

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

compétente » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 23 janvier 2012, pourvoi numéro 12-86.986, Gaz. Pal., 17 févr. 2103, p. 13-15

86. MÉSA Rodolphe, « De l'extension du domaine de la nullité pour insanité d'esprit du de cujus », RLDC, avr. 2013, p. 36-41
87. MÉSA Rodolphe, « Le droit de la concurrence déloyale et du parasitisme économique confronté à la problématique de la faute lucrative », Concurrences, n° 2/2013, p. 49-55
88. MÉSA Rodolphe, « La Chambre commerciale de la Cour de cassation rappelle que l'action en responsabilité civile intentée pour sanctionner un acte de concurrence déloyale est une action en responsabilité pour faute prouvée et que la faute ne saurait être caractérisée à partir d'un faisceau de présomptions », obs. sur Cass. Com., 29 janv. 2013, Concurrences, n° 2/2012, p. 101-102
89. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation revient sur les définitions du parasitisme économique et du parasitisme de notoriété », obs. sur Cass. Com., 12 févr. 2013, p. 103-104
90. MÉSA Rodolphe, « Lacunes et incohérences du régime de l'assignation à résidence avec surveillance électronique des articles 142-5 et suivants du Code de procédure pénale », Gaz. Pal., 14 avr. 2013, p. 104-106
91. MÉSA Rodolphe, « De la motivation des peines d'emprisonnement sans sursis inférieures ou égales à deux ans », Gaz. Pal., 5 mai 2013, p. 17-19
92. MÉSA Rodolphe, « Des conditions de la libération conditionnelle du détenu étranger condamné à une peine d'interdiction du territoire français » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 4 avril 2013, Gaz. Pal., 2 juin 2013, p. 17-19
93. MÉSA Rodolphe, « Précisions sur la détermination du temps d'épreuve du détenu récidiviste sollicitant une libération conditionnelle » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 15 mai 2013, pourvoi numéro 13-82.623, Gaz. Pal., 23 juin 2013, p. 17-19
94. MÉSA Rodolphe, « La Chambre commerciale de la Cour de cassation affirme que la pratique du covoiturage n'est pas en principe caractéristique d'un acte de concurrence déloyale et considère également que la perte d'une chance de conclure des contrats ou de réaliser un certain chiffre d'affaires qui serait générée par des actes de concurrence déloyale doit donner lieu à réparation », obs. sur Cass. Com., 12 mars 2013, Concurrences, n° 3/2013, p. 102-103
95. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que sauf stipulation contraire, l'associé de SARL n'est pas, en cette qualité, tenu de s'abstenir d'exercer une activité concurrente de celle de la société », obs. sur Cass. Com., 19 mars 2013, Concurrences, n° 3/2013, p. 103-104
96. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation rappelle qu'il ressort du principe de la liberté du commerce et de l'industrie que le démarchage de la clientèle d'autrui est libre, et ceci quand bien même il serait le fait d'un ancien salarié de la société dont la clientèle est démarchée », obs. sur Cass. Com., 19 mars 2013, Concurrences, n° 3/2013, p. 104-105
97. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation rappelle que la recevabilité de l'action en concurrence déloyale est indépendante de la recevabilité de l'action en contrefaçon », obs. sur Cass. Com., 10 avr. 2013, Concurrences, n° 3/2013, p. 105-106

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

98. MÉSA Rodolphe, « La saisie des biens d'une société mis à la libre disposition de ses associés en garantie de la confiscation susceptible d'être prononcée à leur encontre » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 23 mai 2013, Gaz. Pal., 3 juill. 2013, p. 9-11
99. MÉSA Rodolphe, « La sanction, sur le fondement de l'abus de confiance, de l'utilisation faite par le salarié de son temps de travail à des fins autres que celles pour lesquelles il est rémunéré » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 19 juin 2013, Gaz. Pal., 4 août 2013, p. 9-12
100. MÉSA Rodolphe, « Droit à la liberté et à la sûreté » ; Note sous Cour européenne des droits de l'homme, quatrième section, 18 septembre 2012, James, Welles et Lee contre Royaume Uni, décision numéro 25119/09, décision numéro 57715/09, décision numéro 57877/09, JDI, oct. 2013, p. 1235-1237
101. MÉSA Rodolphe, « Erreur judiciaire » ; Note sous Cour européenne des droits de l'homme, troisième section, 12 juin 2012, Poghosyan et Baghdasaryan contre Arménie, décision numéro 22999/06, JDI, oct. 2013, p. 1259-1261
102. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que la condamnation d'un opérateur économique sur le fondement de la concurrence parasitaire suppose que le demandeur rapporte à la fois la preuve de l'investissement qu'il a réalisé et celle de l'appropriation des fruits de son investissement par son concurrent », obs. sur Cass. Com., 9 juill. 2013, Concurrences, n° 4/2013, p. 108-109
103. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation rappelle que la copie servile d'un produit commercialisé par un concurrent qui est susceptible de créer un risque de confusion dans l'esprit de la clientèle est un acte de concurrence déloyale », obs. sur Cass. Com., 9 juill. 2013, Concurrences, n° 4/2013, p. 109-110
104. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère qu'il ne peut y avoir lieu à condamnation sur le fondement du détournement de clientèle lorsqu'il n'est pas démontré qu'un ancien salarié d'une société travaillant pour le compte d'une seconde a utilisé des procédés déloyaux pour établir des relations commerciales avec les clients et fournisseurs », obs. sur Cass. Com., 9 juill. 2013, Concurrences, n° 4/2013, p. 110-111
105. MÉSA Rodolphe, « La conformité de la définition de la faute caractérisée aux principes de nécessité des peines et de clarté des textes pénaux » ; Note sous Cour de cassation, Chambre sociale, 24 septembre 2013, pourvoi numéro 12-87.059, Gaz. Pal., 30 oct. 2013, p. 9-12
106. MÉSA Rodolphe, Chronique de droit du tourisme n° 5 (Janvier 2013-Février 2013) (1^{ère} partie), Les Petites affiches, 11 nov. 2013, p. 6 et s.
107. MÉSA Rodolphe, « Point de départ du délai de prescription de l'action publique : les crimes ne sont pas des infractions clandestine » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 16 octobre 2013, pourvoi numéro 11-89.002 et pourvoi numéro 13-85.832, Gaz. Pal., 22 nov. 2013, p. 20-22
108. MÉSA Rodolphe, « La gestion des biens reçus par un mineur à titre gratuit non soumis à l'administration légale », RLDC déc. 2010, p. 37-41
109. MÉSA Rodolphe, « Abus de confiance : maintien de l'interprétation extensive de l'article 314-1 du Code pénal » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 16 octobre 2013, pourvoi numéro 12-86.241, Gaz. Pal., 11 déc. 2013, p. 11-14
110. MÉSA Rodolphe, « La Première Chambre civile de la Cour de cassation rappelle que

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

l'acte de concurrence déloyale peut être caractérisé en l'absence d'élément intentionnel », obs. sur Cass. Com., 14 nov. 2013, Concurrences, n° 1/2014, p. 99-100

111. MÉSA Rodolphe, « La Chambre commerciale de la Cour de cassation, revenant sur sa jurisprudence classique, juge que la violation d'une règle déontologique n'est pas nécessairement constitutive d'un acte de concurrence déloyale. La Cour rappelle également le principe de la licéité du démarchage de la clientèle d'autrui, tout en précisant les conditions de constitution du détournement de clientèle », obs. sur Cass. Com., 10 sept. 2013, Concurrences, n° 1/2014, p. 100-102
112. MÉSA Rodolphe, « La Chambre commerciale de la Cour de cassation considère que la divulgation d'une information de nature à jeter le discrédit sur un concurrent est constitutive d'un dénigrement », obs. sur Cass. Com., 24 sept. 2013, Concurrences, n° 1/2014, p. 102-103
113. MÉSA Rodolphe, « La Chambre commerciale de la Cour de cassation considère que sauf stipulation contraire, l'associé d'une société par actions simplifiée n'est pas, en cette seule qualité, tenu de s'abstenir d'exercer une activité concurrente de celle de la société », obs. sur Cass. Com., 10 sept. 2013, Concurrences, n° 1/2014, p. 103-104
114. MÉSA Rodolphe, « La Chambre commerciale de la Cour de cassation juge que l'exploitant d'une marque peut obtenir la réparation de son préjudice propre au moyen de l'action en concurrence déloyale en se fondant sur les mêmes faits que ceux pour lesquels le titulaire de la marque a obtenu une condamnation pour contrefaçon », obs. sur Cass. Com., 24 sept. 2013, Concurrences, n° 1/2014, p. 104
115. MÉSA Rodolphe, « Retour sur les compétences territoriale et personnelle de la loi pénale française » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 23 octobre 2013, pourvoi numéro 13-83.499 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 6 novembre 2013, pourvoi numéro 13-84.317, Gaz. Pal., 17 janv. 2014, p. 19-21
116. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que, contrairement à la concurrence déloyale, l'agissement parasitaire peut être établi à partir d'un ensemble d'éléments appréhendés dans leur globalité », obs. sur Cass. Com., 4 févr. 2014, Concurrences, n° 2/2014, p. 126-127
117. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que l'action en concurrence déloyale peut se fonder sur des faits matériellement identiques à ceux allégués au soutien d'une action en contrefaçon rejetée », obs. sous Cass. Com., 4 févr. 2014, Concurrences, n° 4/2014, p. 127-128
118. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que l'exercice d'une activité commerciale en violation de la réglementation applicable et la diffusion d'une publicité qui crée manifestement une confusion dans l'esprit du public sont caractéristiques d'actes de concurrence déloyale », obs. sur Cass. Com., 11 mars 2014, Concurrences, n° 4/2014, p. 128
119. MÉSA Rodolphe, « Précisions sur la faute caractérisée et la causalité directe en matière de délits non-intentionnels contre les personnes » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 21 janvier 2014, pourvoi numéro 13-80.267 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 11 mars 2014, pourvoi numéro 12-86.769, Gaz. Pal., 16 avr. 2014, p. 5-7
120. MÉSA Rodolphe, « Pas de responsabilité pénale de la personne morale pour contrefaçon à défaut de désignation de son organe ou représentant auteur de l'infraction » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 1^{er} avril 2014, Société

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

La Redoute, pourvoi numéro 12-86.501, Gaz. Pal., 14 mai 2014, p. 10-13

121. MÉSA Rodolphe, « Placement en garde à vue au cours d'une instruction pour blanchiment, caractérisation de l'infraction et mise en œuvre de la peine de confiscation » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 30 avril 2014, pourvoi numéro 08-85.410 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 30 avril 2014, pourvoi numéro 12-85.115, Gaz. Pal., 13 juin 2014, p. 17-19
122. MÉSA Rodolphe, « Confirmation de l'absence d'autonomie et de caractère direct de la responsabilité pénale des personnes morales » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 6 mai 2014, Société du Terminal de l'Escaut, pourvoi numéro 12-88.354, Cour de cassation, Chambre criminelle, 6 mai 2014, Société Collectes valorisations énergie déchets-Coved, pourvoi numéro 13-81.406 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 6 mai 2014, pourvoi numéro 13-82.677, Gaz. Pal., 18 juin 2014, p. 8-10
123. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation subordonne l'action en concurrence déloyale à l'existence d'un fait fautif générateur d'un préjudice », obs. sous Cass. Com., 25 mars 2014, Concurrences, n° 3/2014, p. 114-115
124. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que l'agissement parasitaire est le fait, pour un opérateur économique, de se placer dans le sillage d'un autre en profitant indûment de sa notoriété ou de ses investissements, le tout indépendamment de tout risque de confusion », obs. sur Cass. Com., 20 mars 2014, Concurrences, n° 3/2014, p. 115-117
125. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation précise les éléments qui peuvent être retenus pour caractériser l'introduction d'un risque de confusion constitutive d'un acte de concurrence déloyale », obs. sous 20 mai 2014, Concurrences, n° 3/2014, p. 117-118
126. MÉSA Rodolphe, « L'amiante confronté aux infractions non intentionnelles contre les personnes » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 24 juin 2014, pourvoi numéro 13-81.302, Gaz. Pal., 18 juill. 2014, p. 19-22
127. MÉSA Rodolphe, Chronique du droit tourisme n° 6 (Janvier 2013-Février 2014) (2^e partie), Les Petites affiches, 22 juill. 2014, p. 5 et s.
128. MÉSA Rodolphe, « À propos de la computation de la période de sûreté et de l'imputation de la durée de la détention provisoire » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 25 juin 2014, pourvoi numéro 14-81.793, Gaz. Pal., 1^{er} août 2014, p. 15-18
129. MÉSA Rodolphe, « Le renforcement relatif des droits procéduraux du suspect pendant la phase d'enquête », Gaz. Pal., 19 sept. 2014, p. 19-21
130. MÉSA Rodolphe, « Commettez un délit de bons sentiments, votre manque de discernement vous dispensera de peine ! » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 24 juin 2014, pourvoi numéro 13-84.955, Gaz. Pal., 24 sept. 2014, p. 10-12
131. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère qu'un manquement à une règle de déontologie ne peut à lui seul constituer un acte de concurrence déloyale », obs. sur Cass. Com., 24 juin 2014, Concurrences, n° 4/2014, p. 166-168
132. MÉSA Rodolphe, « La Cour de cassation considère que l'introduction d'un risque de confusion peut résulter de l'adoption d'une dénomination sociale et d'un nom de domaine proches de ceux d'une société concurrente », obs. sur Cass. Com., 24 juin 2014, Concurrences, n° 4/2014, p. 168-169
133. MÉSA Rodolphe, « Le sauvetage des testaments irréguliers », Droit et patrimoine,

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

nov. 2014, p. 42-48

134. MÉSA Rodolphe, « L'étrange régime répressif de l'anormal mental », Gaz. Pal., 5 nov. 2014, p. 5-8
135. MÉSA Rodolphe, « À propos de certaines mesures conservatoires de nature pécuniaire ou patrimoniale prononcées par les juridictions d'instruction » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 17 septembre 2014, pourvoi numéro 14-84.282 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 24 septembre 2014, pourvoi numéro 13-88.602, Gaz. Pal., 14 nov. 2014, p. 19-22
136. MÉSA Rodolphe, « Quelques tendances jurisprudentielles après l'entrée en vigueur de la loi du 15 août 2014 : un principe de légalité à la fois respecté et malmené », Gaz. Pal., 28 nov. 2014, p. 15-18
137. MÉSA Rodolphe, « Autorité de la chose jugée, cumul de qualifications et de sanctions punitives : retour sur le règle *non bis in idem* » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 9 décembre 2014, pourvoi numéro 13-85.937 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 1^{er} décembre 2014, pourvoi numéro 14-80.230, Gaz. Pal., 23 janv. 2015, p. 17-20
138. MÉSA Rodolphe, « Appréhender efficacement les atteintes à la vie privée réalisées par voie de presse », RLDC, févr. 2015, p. 36-40
139. MÉSA Rodolphe, « Concours et cumul de qualifications contre règle non bis in idem » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 8 décembre 2015, pourvoi numéro 14-85.548 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 9 décembre 2015, pourvoi numéro 15-83.204, Gaz. Pal., 16 févr. 2015, p. 18-21
140. MÉSA Rodolphe, « Le paiement de la prestation compensatoire au moyen d'un abandon de biens », RLDC, avr. 2015, p. 40-44
141. MÉSA Rodolphe, « Divorce pour altération définitive du lien conjugal : pas d'atteinte à la vie privée et familiale », obs. sur. Cass. Civ. 1^{ère}, 15 avr. 2015, D. 2015, p. 921
142. MÉSA Rodolphe, « La restitution des profits illicites comme sanction des atteintes illégales au patrimoine d'autrui », Droit et patrimoine, avr. 2015, p. 28-34
143. MÉSA Rodolphe, « Comment protéger un enfant handicapé après le décès de ses parents ? », RLDC, juin 2015, p. 61-67
144. MÉSA Rodolphe, « L'efficacité tempérée de la restitution par équivalent des biens divertis comme sanction des recels en droit patrimonial de la famille », RLDC, juin 2015, p. 53-58
145. MÉSA Rodolphe, « Les arrêts dits de l'amiante et la mise en examen pour homicides et violences involontaires » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 14 avril 2015, pourvoi numéro 14-85.333, Cour de cassation, Chambre criminelle, 14 avril 2015, pourvoi numéro 14-85.334 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 14 avril 2015, pourvoi numéro 14-85.335, Gaz. Pal., 3 juin 2015, p. 19-22
146. MÉSA Rodolphe, « De la qualité pour demander la restitution de biens confisqués : action du propriétaire indivis et ouverture vers une forme d'action de groupe » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 20 mai 2015, pourvoi numéro 14-81.147 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 20 mai 2015, pourvoi numéro 14-81.741, Gaz. Pal., 10 juill. 2015, p. 4-6
147. MÉSA Rodolphe, Chronique de droit du tourisme n° 7 (janvier 2014-mars 2015) (1^{ère}

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

partie), Petites affiches, 11 août 2015, p. 8 et s.

148. MÉSA Rodolphe, « Sanction pénale et amende civile encourues pour un même fait : non à *non bis in idem* » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 22 septembre 2015, pourvoi numéro 14-84.029, Gaz. Pal., 16 oct. 2015, p. 14-17
149. MÉSA Rodolphe, « Caractérisation et conséquences de la transgression du droit à l'assistance d'un avocat au cours de la garde à vue » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 21 octobre 2015, pourvoi numéro 15-81.032, Gaz. Pal., 6 nov. 2015, p. 19-22
150. MÉSA Rodolphe, « Les apports limités de la loi du 17 août 2015 portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne relativement aux droits de la victime », Gaz. Pal., 11 nov. 2015, p. 12-15
151. MÉSA Rodolphe, « Précisions sur les droits à l'interprète et à la traduction de certaines pièces au cours de l'enquête de police et de l'instruction préparatoire » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 4 novembre 2015, pourvoi numéro 15-84.012, Gaz. Pal., 20 nov. 2015, p. 9-12
152. MÉSA Rodolphe, « Du sort de la mesure de géolocalisation décidée en cas d'urgence par l'officier de police judiciaire » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 17 novembre 2015, pourvoi numéro 15-84.025, Gaz. Pal., 18 déc. 2015, p. 18-20
153. MÉSA Rodolphe, « L'EIRL et le droit pénal », Droit et patrimoine, janv. 2016, p. 25-31
154. MÉSA Rodolphe, « Le régime de la notification des droits du suspect attachés à la prolongation de la garde à vue » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 1^{er} décembre 2015, Monsieur X contre Ministère Public, pourvoi numéro 15-84.874, Gaz. Pal., 19 janv. 2016, p. 24-27
155. MÉSA Rodolphe, « La sanction de la transgression du droit à la traduction des pièces essentielles à l'exercice des droits de la défense » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 26 janvier 2016, pourvoi numéro 15-80.299, Gaz. Pal., 22 mars 2016, p. 23-25
156. MÉSA Rodolphe, « L'impossible mariage du majeur sous tutelle », RLDC, mai 2016, p. 27-30
157. MÉSA Rodolphe, « De la composition et de l'évaluation des patrimoines originaires et finaux dans le régime de la participation aux acquêts », RLDC, mai 2016, p. 21-24
158. MÉSA Rodolphe, « De l'exercice de l'action publique pour un crime ou un délit commis à l'occasion d'une poursuite judiciaire » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 30 mars 2016, Monsieur X contre Ministère public, pourvoi numéro 14-87.251, Gaz. Pal., 17 mai 2016, p. 16-19
159. MÉSA Rodolphe, « Entre ordre public déformé et ordre public éludé : quelles règles de conflit pour la détermination de la loi applicable aux conditions de fond du mariage » ?, RJPF, juin 2016, p. 24-28
160. MÉSA Rodolphe, « La retenue injustifiée dans les locaux de police ou de gendarmerie constitutive du délit d'atteinte arbitraire à la liberté individuelle » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 24 mai 2016, pourvoi numéro 15-80.848, Gaz. Pal., 21 juin 2016, p. 23-26
161. MÉSA Rodolphe, « La conformité à la Constitution du régime des perquisitions dans

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

l'enquête de flagrance » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 24 mai 2016, pourvoi numéro 16-90.007, 28 juin 2016, p. 19-22

162. MÉSA Rodolphe, « Retour sur les conditions préalables du délit de prise illégale d'intérêts », JCP (A), 4 juill. 2016, p. 35-37
163. MÉSA Rodolphe, « Adoption de la directive UE n° 2016/800 du 11 mai 2016 relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants qui sont des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales », RJPF, juill. 2016, p. 49
164. MÉSA Rodolphe, « La nullité d'une vente n'entraîne pas celle de la transaction conclue entre les parties relativement à la formation de ce contrat », RLDC, sept. 2016, p. 15-18
165. MÉSA Rodolphe, « Du point de départ du délai de contredit », RLDC, sept. 2016, p. 27-30
166. MÉSA Rodolphe, « La prostitution reste légale, mais... », RJPF, oct. 2016, p. 8-13
167. MÉSA Rodolphe, Chronique de droit du tourisme n° 8 (Janvier 2015-Mars 2016) (4^{ème} partie), Petites affiches, 6 oct. 2016, p. 6 et s.
168. MÉSA Rodolphe, « La déloyauté des enregistrements réalisés par l'avocat du roi » ; Note sous Cour de cassation, chambre criminelle, 20 septembre 2016, pourvoi numéro 16-80.820, Gaz. Pal., 18 oct. 2016, p. 10-13
169. MÉSA Rodolphe, « Réforme du droit pénal et de la procédure pénale cumulée au renforcement de l'état d'urgence : quels impacts sur les droits fondamentaux », RJPF, nov. 2016, p. 8-13
170. MÉSA Rodolphe, « Poursuites pénales et placement en détention provisoire d'un majeur protégé : rappels des principes », RJPF, nov. 2016, p. 22-23
171. MÉSA Rodolphe, « Placement en détention provisoire du titulaire exclusif de l'autorité parentale contre l'intérêt de l'enfant », RJPF, nov. 2016, p. 43-44
172. MÉSA Rodolphe, « L'encadrement strict du domaine de la sanction du recel de donation », RLDC, nov. 2016, p. 23-26
173. MÉSA Rodolphe, « Retour sur le droit de se taire » ; Note sous Cour européenne des droits de l'homme, quatrième section, 13 septembre 2016, affaire numéro 50541/08, Cour de cassation, Chambre criminelle, 6 septembre 2016, pourvoi numéro 16-83.907, Cour de cassation, Chambre criminelle, 28 juin 2016, pourvoi numéro 15-84.032 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 24 mai 2016, pourvoi numéro 15-82.516, Gaz. Pal., 8 nov. 2016, p. 17-19
174. MÉSA Rodolphe, « La conformité des droits reconnus au gardé à vue avec les impératifs européens relatifs aux droits de la défense » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 4 octobre 2016, pourvoi numéro 16-82.309, Gaz. Pal., 15 nov. 2016, p. 29-31
175. MÉSA Rodolphe, « De la qualification criminelle de la participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de la préparation d'un acte de terrorisme » ; Note sous Cour de cassation, chambre criminelle, 7 octobre 2016, pourvoi numéro 16-84.597, Gaz. Pal., 22 nov. 2016, p. 24-27
176. MÉSA Rodolphe, « Caractérisation du délit d'abandon de famille pour absence de paiement d'une prestation compensatoire », RJPF, déc. 2016, p. 37-38

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

177. MÉSA Rodolphe, « De la caractérisation du délit de provocation à la haine », RJPF, janv. 2017, p. 23-24
178. MÉSA Rodolphe, « Protection de la minorité et délit d'atteinte sexuelle sur mineur », RJPF, janv. 2017, p. 34-36
179. MÉSA Rodolphe, « De la motivation du recours aux perquisitions coercitives dans l'enquête préliminaire et à la prolongation de la garde à vue au-delà de la 48^{ème} heure » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 23 novembre 2016, pourvoi numéro 15-83.649 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 23 novembre 2016, pourvoi numéro 16-81.904, Gaz. Pal., 17 janv. 2017, p. 24-27
180. MÉSA Rodolphe, « Conformité à la Constitution et application dans le temps de l'incrimination du harcèlement sexuel », RJPF, févr. 2017, p. 27-28
181. MÉSA Rodolphe, « Perquisitions et secret de l'enquête : souriez, vous êtes filmés », Gaz. Pal., 21 févr. 2017, p. 20-22
182. MÉSA Rodolphe, « La liberté d'expression, nouveau fait justificatif en droit pénal », RJPF, mars 2017, p. 14-18
183. MÉSA Rodolphe, « Des mesures provisoires, du sort des donations entre époux et des conditions d'octroi d'une prestation compensatoire en cas de divorce », RLDC, mars 2017, p. 28-31
184. MÉSA Rodolphe, « De l'information du curateur de la personne poursuivie et de la preuve de cette information », RJPF, avr. 2017, p. 24-25
185. MÉSA Rodolphe, « Les pouvoirs de l'OPJ autorisé à contraindre une personne à comparaître par la force publique » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 22 février 2017, Stéphane X, pourvoi numéro 16-82.412, Gaz. Pal., 4 avr. 2017, p. 11-13
186. MÉSA Rodolphe, « Saisie aux fins de confiscation contre droit au respect de la vie privée et familiale », RJPF, mai 2017, p. 26-27
187. MÉSA Rodolphe, « Des contrôles d'identité dits contrôles Schengen » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 8 février 2017, Rachid X, pourvoi numéro 16-81.323 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 8 mars 2017, Alaeldin X, pourvoi numéro 15-86.160, Gaz. Pal., 2 mai 2017, p. 26-28
188. MÉSA Rodolphe, « Du statut de la partie civile non appelante entendue par la chambre des appels correctionnels » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 29 mars 2017, pourvoi numéro 16-82.484, publié au bulletin et Cour de cassation, Chambre criminelle, 29 mars 2017, pourvoi numéro 15-86.434, publié au bulletin, Gaz. Pal., 16 mai 2017, p. 31-33
189. MÉSA Rodolphe, « Du contrôle de la garde à vue par la chambre de l'instruction » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 28 mars 2017, Brigitte X, ép. Y, Alain 2, société Éditions Arc-en-ciel, pourvoi numéro 16-85.018, Gaz. Pal., 23 mai 2017, p. 22-24
190. MÉSA Rodolphe, « De l'élément moral de la corruption de mineur et des conflits de qualifications », RJPF, juill. 2017, p. 37-39
191. MÉSA Rodolphe, « Les biens dont le condamné est l'usufruitier frappés par la prise complémentaire de confiscation de tout ou partie du patrimoine », RJPF, sept. 2017, p. 43-44

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

192. MÉSA Rodolphe, « La vérification de la réalité des objectifs de la garde à vue » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 7 juin 2017, pourvoi numéro 16-87.588, Gaz. Pal., 12 sept. 2017, p. 24-26
193. MÉSA Rodolphe, « De l'application dans le temps des nouvelles dispositions relatives à la procédure civile de réexamen », RLDC, oct. 2017, p. 29-32
194. MÉSA Rodolphe, « La garde à vue de l'exhibitionniste alcoolisé » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 21 juin 2017, pourvoi numéro 16-84.158, Gaz. Pal., 10 oct. 2017, p. 19-21
195. MÉSA Rodolphe, « L'incidence d'une mesure de protection sur le cours du délai de prescription de l'action publique », RJPF, nov. 2017, p. 43-45
196. MÉSA Rodolphe, « Les droits de la défense confrontés à l'état de santé mentale du prévenu », RJPF, nov. 2017, p. 45-47
197. MÉSA Rodolphe, « Le droit au respect de la vie privée mieux protégé grâce à la dématérialisation de la chose susceptible de vol », RJPF, nov. 2017, p. 47-48
198. MÉSA Rodolphe, « *Non bis in idem* : la chambre criminelle fait de la résistance » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 20 avril 2017, pourvoi numéro 16-81.797 et Cour de cassation, Chambre criminelle, 13 septembre 2017, pourvoi numéro 15-84.823, Gaz. Pal., 7 nov. 2017, p. 23-25
199. MÉSA Rodolphe, Chronique de droit du tourisme n° 9, Petites affiches, 10 nov. 2017, p. 7 et s. ; Les Petites affiches, 14 nov. 2017, p. 20 et s. ; Les Petites affiches, 15 nov. 2017, p. 11 et s. ; Les Petites affiches, 16 nov. 2017, p. 11 et s.
200. MÉSA Rodolphe, « De la confusion des peines prononcées par les juridictions de différents États membres de l'Union européenne » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 2 novembre 2017, pourvoi numéro 17-80.833, Gaz. Pal., 28 nov. 2017, p. 18-20
201. MÉSA Rodolphe, « Les obligations de la juridiction répressive en cas de doutes sur l'existence d'une mesure de protection à l'égard de la personne poursuivie », RJPF, déc. 2017, p. 50-51
202. MÉSA Rodolphe, « Du domaine de l'enquête de flagrance, de la notification des infractions reprochées et des auditions et confrontations » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 31 octobre 2017, pourvoi numéro 17-81.842, Gaz. Pal., 5 déc. 2017, p. 15-17
203. MÉSA Rodolphe, « L'exigence de loyauté de la preuve en matière pénale à nouveau précisée par l'assemblée plénière » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 10 novembre 2017, pourvoi numéro 17-82.028, Gaz. Pal., 19 déc. 2017, p. 26-28
204. MÉSA Rodolphe, « Les droits du conjoint survivant en droit allemand des successions », RLDC, juill. 2018
205. MÉSA Rodolphe, « De l'utilisation, lors d'une information, de pièces obtenues ou annulées dans une autre procédure » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 9 mai 2018, pourvoi numéro 18-80.066, Gaz. Pal., 19 juin 2018, p. 28
206. MÉSA Rodolphe, « Juridictions d'instructions : ordre de parole et défaut d'enregistrement audiovisuel des interrogatoires portant sur des crimes et des délits » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 11 avril 2018, pourvoi numéro 17-86.711, Gaz. Pal., 5 juin 2018, p. 18

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

207. MÉSA Rodolphe, « De l'obligation du concepteur d'un équipement de travail de préserver toute personne d'un risque d'atteinte à sa santé ou à sa sécurité et de l'incidence de la faute de la victime », RJPF, mai 2018, p. 28
208. MÉSA Rodolphe, « Violences intentionnelles, faux et usage, dénonciation mensongère, menaces de mort et appels téléphoniques malveillants : tous les mêmes ! » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 24 janvier 2018, pourvoi numéro 16-83.045, Gaz. Pal., 13 mars 2018, p. 22
209. MÉSA Rodolphe, « Déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental : droit de se taire et pouvoirs de la Chambre de l'instruction », note sous Cass. Crim., 29 nov. 2017, p. 52
210. MÉSA Rodolphe, « Retour sur le droit du mineur gardé à vue à l'assistance d'un avocat », note sous Cass. Crim., 20 déc. 2017, RJPF, mars 2018, p. 51
211. MÉSA Rodolphe, « La déclaration de donné acte d'une offre de pension alimentaire et le délit d'abandon de famille », note sous Cass. Crim., 13 déc. 2017, RJPF, mars 2018, p. 50
212. MÉSA Rodolphe, « L'appréciation des demandes de confusion facultative de peines » ; Note sous Cour de cassation, Chambre criminelle, 10 janvier 2018, pourvoi numéro 16-87.611, Gaz. Pal., 20 févr. 2018, p. 22
213. MÉSA Rodolphe, « Recel de communauté et recel successoral : *non bis in idem* », RLDC, févr. 2018, p. 28
214. MÉSA Rodolphe, « Le mineur âgé de cinq ans poursuivi pénalement pour stationnement irrégulier », RJPF, janv. 2018, p. 46-47
215. MINET-LETALLE Catherine, « Vie privée au travail : quelles limites ? », Revue juristourisme, octobre 2013, n°157, p. 41-44
216. MINET-LETALLE Catherine, « Examen critique des comptes et de la gestion de l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV) par la Cour des comptes », in « Chronique de Droit du tourisme janvier 2012-février 2013 n°5 », Les Petites affiches, 12 novembre 2013, n°226, p. 11-12
217. MINET-LETALLE Catherine, « Le repos et le travail dominical », in « Chronique de Droit du tourisme janvier 2012-février 2013 n°5 », Les Petites affiches, 12 novembre 2013, n°226, p. 9-11
218. MINET-LETALLE Catherine, « Respect des garanties essentielles attachées au régime du contrat de travail à durée déterminée », in « Chronique de Droit du tourisme janvier 2012-février 2013 n°5 », Les Petites affiches, 12 novembre 2013, n°226, p. 8-9
219. MINET-LETALLE Catherine, « Repos hebdomadaire et travail dominical », in « Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6 », Les Petites affiches, 21 juillet 2014, n°144, p. 12-13
220. MINET-LETALLE Catherine, « Taxation dérogatoire des contrats à durée déterminée spécifiques au secteur touristique », in « Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6 », Les Petites affiches, 21 juillet 2014, n°144, p. 10
221. MINET-LETALLE Catherine, « Confirmation des conditions de reconnaissance du contrat de travail saisonnier », in « Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6 », Les Petites affiches, 21 juillet 2014, n°144, p. 11-12
222. MINET-LETALLE Catherine, « Protection du droit des salariés d'agir en justice en

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

- requalification de leur contrat à durée déterminée en contrat à durée indéterminée », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2013-février 2014 n°6 », Les Petites affiches, 21 juillet 2014, n°144, p. 10-11
223. MINET-LETALLE Catherine, « La protection du salarié face au pouvoir disciplinaire de l'employeur », *Revue juristourisme*, mai 2015, n°175, p. 41-44
224. MINET-LETALLE Catherine, « Contrats de travail dans le secteur touristique », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2014- mars 2015 n°7 », Les Petites affiches, 11-12 août 2015, n°159-160, p. 8-10
225. MINET-LETALLE Catherine, « Travail dominical, en soirée et de nuit », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2014- mars 2015 n°7 », Les Petites affiches, 11-12 août 2015, n°159-160, p. 11-13
226. MINET-LETALLE Catherine, « Départ 18 : 25 » : premier dispositif d'aide au départ en vacances destiné aux jeunes », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2014- mars 2015 n°7 », Les Petites affiches, 11-12 août 2015, n°159-160, p. 14
227. MINET-LETALLE Catherine, « Brexit et tourisme », *Édito*, *Revue juristourisme* septembre 2016, n°189, p. 3
228. MINET-LETALLE Catherine, « Contrats saisonniers », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8 », Les Petites affiches, 3 octobre 2016, n°197, p. 17-19
229. MINET-LETALLE Catherine, « Travail Dominical et en soirée », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8 », Les Petites affiches, 04 octobre 2016 n°198, p. 6-13
230. MINET-LETALLE Catherine, « Amélioration du système des chèques-vacances », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8 », Les Petites affiches, 05 octobre 2016 n°199, p. 6-7
231. MINET-LETALLE Catherine, « Vers une amélioration du statut des travailleurs saisonniers », *Revue juristourisme*, Février 2017, n°194, p. 34
232. MINET-LETALLE Catherine, « Loi travail, Vérités et contrevérités », *Revue juristourisme*, Février 2017, n°194, p. 17
233. MINET-LETALLE Catherine, « Mise en exergue des difficultés liées à l'utilisation de contrats de travail à durée déterminée dans le secteur touristique », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9 », Les Petites affiches, 13 novembre 2017, n°226, p. 8-10
234. MINET-LETALLE Catherine, « Refus d'assimiler les stipulations d'une convention collective relatives à la procédure à suivre en l'absence de reconduction d'un contrat saisonnier à une garantie de fond », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9 », Les Petites affiches, 13 novembre 2017, n°226, p. 12-13
235. MINET-LETALLE Catherine, « Travail dominical », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9 », Les Petites affiches, 13 novembre 2017, n°226, p. 13-16
236. MINET-LETALLE Catherine, « La religion dans l'entreprise : entre liberté et neutralité », *Revue juristourisme*, novembre 2017, n°202, p. 37-42
237. MINET-LETALLE Catherine, « La consommation d'alcool et de stupéfiants par les salariés », *Revue juristourisme*, décembre 2017, n°203, p. 38-42

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

238. MINET-LETALLE Catherine, Entretien, « Révision des textes européens sur les travailleurs détachés : le durcissement de la présidence Macron », Dalloz 2017, n°29, 1704
239. MINET-LETALLE Catherine, « Actions en requalification des contrats spéciaux en contrat de droit commun », *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2016- février 2017 n°9 », Les Petites affiches, 13 novembre 2017, n°226, p. 10-12
240. MINET-LETALLE Catherine, « Révision des contrats dérogatoires », *in* Dossier Ordonnances Macron, Revue juristourisme, n°208, mai 2018, p. 34-36
241. MINET-LETALLE Catherine, « Travail dominical : la période transitoire prolongée, *in* Dossier Ordonnances Macron », Revue juristourisme, n°208, mai 2018, p. 37
242. MINET-LETALLE Catherine, « Économie sociale et solidaire : le salarié, un acteur majeur », Revue juristourisme n°206, 15 mars 2018, p. 39-43
243. MONTEIRO Évelyne, «La Cour européenne des droits de l'Homme face au tourisme procréatif : confirmation du refus d'adoption simple de l'enfant né d'une IAD pratiquée en Belgique au profit d'un couple de femmes », note sous CEDH, 15 mars 2012, n°25951/07, Gas et Dubois c/ France, « Chronique de Droit du tourisme », Les Petites Affiches n°227, 13 novembre 2013, p.10-12
244. MONTEIRO Évelyne, « L'Assemblée plénière face au tourisme procréatif : le timide revirement de jurisprudence à propos des effets en France d'une GPA internationale », note sous Ass. plén. 3 juillet 2015, deux arrêts, n°14-21.323 et n°15-50.002, *in* « Chronique Droit du Tourisme », Les Petites Affiches n°201, 7 octobre 2016, p.11-13
245. MONTEIRO Évelyne, « Nouveaux éclaircissements à propos de effets en France des GPA réalisées à l'étranger (CEDH 21 juillet 2016, Foulon et Bouvet c/ France, n°9063/14 et n°10410/14, CE 3 août 2016, n°401924) », *in* « Chronique de Droit du tourisme », Les Petites Affiches n°229, 16 novembre 2017, p. 12-14
246. MONTEIRO Évelyne, « Le juge, la mère et l'enfant : regards croisés sur la maternité d'intention », *in* « Humanisme et Justice », Mélanges en l'honneur de Geneviève Giudicelli-Delage, éd. Dalloz, nov. 2016, p. 173-187
247. MOREIL Sophie, « Le maintien de la réciprocité des créances après la cession de l'une d'elles par bordereau Dailly », note ss. Cass. com. 5 novembre 2013, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal., 16-18 mars 2014, n° 75 à 77, p. 16-17
248. MOREIL Sophie, « Nouvelle application du principe « qui paie mal paie deux fois » en matière de cession de créances professionnelles », note ss. Cass. com. 17 décembre 2013, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal., 6-18 mars 2014, n° 75 à 77, p. 17-18
249. MOREIL Sophie, « Le porte-fort d'exécution au secours du porteur d'un effet de commerce irrégulier », note ss. CA Paris, P5, ch. 6, 9 janvier 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal., 16-18 mars 2014, n° 75 à 77, p. 19-20
250. MOREIL Sophie, « Un pas de plus vers l'autonomie de l'aval », note ss. Civ. 1^{ère}, 19 décembre 2013, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal., 16-18 mars 2014, n° 75 à 77, p. 18-19
251. MOREIL Sophie, « Devoir d'information du médecin, une solution de compromis », note ss. Cass. 1^{ère} civ., 23 janv. 2014, Les Petites affiches, du 11 juillet 2014, n° 138, p. 6-13

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

252. MOREIL Sophie, « Gage sur stock : la résistance de la cour d'appel de Paris », note ss. CA Paris, P. 5, ch. 9, 27 février 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 22 juillet 2014, n° 203, p. 26-27
253. MOREIL Sophie, « La présomption de provision de l'article L. 511-7, alinéa 4 du Code de commerce est applicable au donneur d'aval », note ss. Cass. com., 1^{er} avril 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 22 juillet 2014, n° 203, p. 21
254. MOREIL Sophie, « Rupture des concours bancaires, où la dispense de préavis ne dispense pas de la notification », note ss. Cass. com., 18 mars 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 22 juillet 2014, n° 203, p. 25-26
255. MOREIL Sophie, « La SNCF responsable de la perte de bagages non enregistrés », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 19 juin 2013, *in* « chronique de Droit du tourisme », *Les Petites affiches*, 22 juillet 2014, n° 145, p. 3
256. MOREIL Sophie, « Le maintien des clauses du contrat de crédit-bail malgré l'ouverture d'une liquidation judiciaire contre le crédit-preneur », note ss. Cass. com., 18 mars 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 22 juillet 2014, n° 203, p. 23-24
257. MOREIL Sophie, « Les conséquences d'un défaut de publicité d'un contrat de crédit-bail », note ss. Cass. com., 29 avril 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 22 juillet 2014, n° 203, p. 24-25
258. MOREIL Sophie, « L'efficacité de la publicité, même erronée, du crédit-bail », note ss. Cass. com., 8 juillet 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 28 octobre 2014, n° 301, p. 23-24
259. MOREIL Sophie, « Le rappel du caractère discrétionnaire de la rupture d'un crédit ou d'une convention de compte courant », note ss. Cass. com., 23 septembre 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 28 octobre 2014, n° 301, p. 24-25
260. MOREIL Sophie, « Le refus de renouveler un billet à ordre peut constituer une rupture abusive de crédit », note ss. CA Reims, ch. civ., sect. 1, 16 septembre. 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 28 octobre 2014, n° 301, p. 21-23
261. MOREIL Sophie, « Des précisions en matière de location financière », note ss. Cass. com., 4 novembre 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 17 mars 2015, n° 76, p. 22-23
262. MOREIL Sophie, « Cession de créances professionnelles : le cédant privé du droit d'agir en recouvrement de la créance cédée », note ss. Cass. com., 18 novembre 2014, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 17 mars 2015, n° 76, p. 23-24
263. MOREIL Sophie, « L'absence d'obligation de conseil de l'établissement de crédit confirmée », note ss. Cass. com., 13 janvier 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *Gaz. Pal.*, 17 mars 2015, n° 76, p. 24-25
264. MOREIL Sophie, « Le droit des procédures collectives prévaut sur les impératifs de protection des ressources halieutiques », note ss. Com. 19 mai 2015 : *JCP E* 2015. 1504, p. 17-21
265. MOREIL Sophie, « Des rappels sur la rupture des concours consentis à durée

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

- déterminée », note ss. Cass. com., 24 mars 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal. n° 216, 4 août 2015, p. 19-20
266. MOREIL Sophie, « La lettre de change relevé magnétique n'est pas une lettre de change », note ss. Cass. com., 2 juin 2015, « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *in* Gaz. Pal., 4 août 2015, n° 216, p. 17-18
267. MOREIL Sophie, « La date de départ, élément nécessairement essentiel du voyage à forfait », obs. ss. Civ. 1^{ère} 20 mars 2014, « Chronique de Droit du tourisme », *in* Petites affiches, 12 août 2015, n° 160, p. 15-17
268. MOREIL Sophie, « Des précisions quant au régime de la cession de créances professionnelles à titre de garantie », note ss. Cass. com., 30 juin 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal. 10 nov. 2015 n° 314, p. 27-29
269. MOREIL Sophie, « Des conséquences du caractère accessoire de l'aval sur les recours du porteur impayé », note ss. Cass. com., 19 mai 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal. n° 216, 4 août 2015, p. 18-19
270. MOREIL Sophie, « L'aval d'un effet de commerce irrégulier ne vaut pas promesse de porte-fort », note ss. Cass. com., 8 septembre 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », *in* Gaz. Pal. 10 nov. 2015 n° 314, p. 23-24
271. MOREIL Sophie, « L'affirmation de la possibilité de constituer un warrant agricole sur une récolte future », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 12 novembre 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal. 8 mars 2016, n° 10, p. 69-70
272. MOREIL Sophie, « L'application automatique du taux d'intérêt légal en cas d'erreur de calcul du TEG n'est pas contraire à la CESDH », obs. ss. Cass. com., 12 janvier 2016, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal. 8 mars 2016, n° 10, p. 71-73
273. MOREIL Sophie, « L'élargissement du domaine de l'article L. 650-1 du Code de commerce aux concours consentis pour la création ou l'acquisition d'une entreprise », obs. ss. Cass. com., 3 novembre 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal. 8 mars 2016, n° 10, p. 70-71
274. MOREIL Sophie, « L'application de la responsabilité de plein droit de l'article L. 211-16 du code du tourisme à l'organisateur d'une croisière », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 9 décembre 2015, *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8 », Les Petites affiches, du 7 oct. 2016, n° 201, p. 9-11
275. MOREIL Sophie, « Cession Dailly : pas d'acceptation avant la réalisation de la cession », obs. ss. Cass. com., 3 novembre 2015, *in* « Chronique de jurisprudence de Droit bancaire », Gaz. Pal. 8 mars 2016, n° 10, p. 68-69
276. MOREIL Sophie, « Cession Dailly : le cessionnaire dispensé d'avoir à solliciter vainement le cédé avant d'agir en garantie contre la caution du cédant », note ss. Com., 22 mars 2016, n° 14-24755, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 7 juin 2016, n° 21, p. 67-68
277. MOREIL Sophie, « Des limites de l'obligation d'information de la compagnie aérienne », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 10 septembre 2015, *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8 », Les Petites affiches, du 7 oct. 2016, n° 201, p. 6-8
278. MOREIL Sophie, « La SCI promoteur immobilier, éphémère non professionnel », note ss. Civ. 3^{ème}, 4 février 2016, Les Petites affiches, n° 133, 5 juill. 2016, p. 17-23

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

279. MOREIL Sophie, « La soumission à l'ancien article L. 313-2 du Code de la consommation des avances consenties dans le cadre d'un contrat d'affacturage », note ss Civ. 1^{ère}, 17 févr. 2016, n° 15-12782, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 27 sept. 2016, n° 33, p. 62
280. MOREIL Sophie, « Le banquier du tireur n'est pas nécessairement un porteur de mauvaise foi », note ss Com., 1^{er} mars 2016, n° 14-25025, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 7 juin 2016, n° 21, p. 65-67
281. MOREIL Sophie, « Location financière : à propos de l'indemnité de jouissance due par le locataire qui conserve le bien après la résiliation du contrat », note ss Com., 14 juin 2016, n° 15-12734, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 27 sept. 2016, n° 33, p. 65
282. MOREIL Sophie, « Point de départ du délai de prescription de l'action en nullité du contrat de crédit-bail fondée sur l'article L. 313-9 du Code monétaire et financier », note ss Civ. 3^{ème}, 13 juill. 2016, n° 15-18924, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 27 sept. 2016, n° 33, p. 66
283. MOREIL Sophie, « Responsabilité du banquier dispensateur de crédit : pas d'obligation quant à l'appréciation de la rentabilité de l'opération financée », note ss Com., 3 mai 2016, n° 14-11358, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 27 sept. 2016, n° 33, p. 66
284. MOREIL Sophie, « Une augmentation du prix de plus de 12% peut constituer une augmentation significative du prix du forfait touristique », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 10 septembre 2015, *in* « Chronique de Droit du tourisme janvier 2015- mars 2016 n°8 », Les Petites affiches, du 6 oct. 2016, n° 200, p. 12-13
285. MOREIL Sophie, « L'aval donné sur une lettre de change annulée pour vice de forme », note ss Cass. com. 27 sept. 2016, n° 14-22013, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 21 févr. 2017, n° 8, p. 65
286. MOREIL Sophie, « Cession Dailly : le banquier qui n'a pas notifié la cession ne peut se le voir reprocher par la caution », note ss Cass. com., 2 nov. 2016, n° 15-12491, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 21 févr. 2017, n° 8, p. 62
287. MOREIL Sophie, « De l'efficacité de la clause de retour sans frais », note ss. Cass. com. 2 nov. 2016, n° 15-12399, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 21 févr. 2017, n° 8, p. 63
288. MOREIL Sophie, « Validité de la cession Dailly consentie à titre de garantie pendant la période suspecte », note ss. Com., 22 mars 2017, n° 15-15361, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 13 juin 2017, n° 22, p. 66
289. MOREIL Sophie, « Emprunt à plusieurs : appréciation du risque d'endettement au regard des capacités globales des co-emprunteurs », note ss. Cass. com., 4 mai 2017, n° 16-12316, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 13 juin 2017, n° 22, p. 67-68
290. MOREIL Sophie, « Pas de devoir d'information au profit du donneur d'aval », note ss. Cass. com., 20 avr. 2017, n° 15-14812, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 13 juin 2017, n° 22, p. 73-74
291. MOREIL Sophie, « Cession de créances professionnelles : inopposabilité au cessionnaire des clauses insérées dans le contrat conclu entre le cédant et le débiteur cédé », note ss. Cass. com. 11 oct. 2017, n° 15-18372, *in* « Droit bancaire – Chronique

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

- de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 65
292. MOREIL Sophie, « Des précisions sur l'étendue de l'obligation de sécurité de l'hôtelier », obs. ss. *Cass. 1^{ère} civ.*, 17 févr. 2016, *in* « Chronique de Droit du tourisme », *Les Petites Affiches*, 15 nov. 2017, n° 228, p. 14-15
293. MOREIL Sophie, « L'action de la caution fondée sur un défaut de mise en garde n'est pas soumise à l'article L. 650-1 du Code de commerce », note ss. *Cass. com.*, 12 juill. 2017, n° 16-10793, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 70
294. MOREIL Sophie, « L'obligation de ponctualité de la SNCF est une obligation de résultat », obs. ss. *Cass. 1^{ère} civ.*, 14 janv. 2016, *in* « Chronique de Droit du tourisme », *Les Petites Affiches*, 14 nov. 2017, n° 227, p. 26-27
295. MOREIL Sophie, « La clause prévoyant une indemnité de recouvrement est une clause pénale », note ss. *Cass. com.*, 4 mai 2017, n° 15-19141, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 66
296. MOREIL Sophie, « TEG dans un prêt professionnel : pas de nullité en cas d'erreur minime », note ss. *Cass. com.*, 18 mai 2017, n° 16-11147, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 68
297. MOREIL Sophie, « Location financière : prise en compte de la faute de l'auteur de la disparition de l'ensemble contractuel », note ss. *Cass. com.*, 12 juill. 2017, n° 15-27703, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 69
298. MOREIL Sophie, « La faute du voyageur ferroviaire partiellement exonératoire », obs. ss. *Cass. 2^{ème} civ.*, 3 mars 2016, *in* « Chronique de Droit du tourisme », *Les Petites Affiches*, 14 nov. 2017, n° 227, p. 27-29
299. MOREIL Sophie, « la responsabilité de plein droit des agences de voyages réservée aux prestataires rémunérées », obs. ss. *Cass. 1^{ère} civ.*, 29 juin 2016, *in* « Chronique de Droit du tourisme », *Les Petites Affiches*, 14 nov. 2017, n° 227, p. 24-25
300. MOREIL Sophie, « Voyage à forfait : l'obligation d'information du voyageur porte aussi sur le nombre de personnes autorisées à conduire le véhicule loué dans le cadre du forfait », obs. ss. *Cass. 1^{ère} civ.*, 22 sept. 2016, *in* « Chronique de Droit du tourisme », *Les Petites Affiches*, 14 nov. 2017, n° 227, p. 25-26
301. MOREIL Sophie, « Pas de responsabilité pour violation de l'obligation contractuelle de sécurité de l'agence de voyages au profit des victimes par ricochet », obs. ss. *Cass. 1^{ère} civ.*, 28 sept. 2016, *in* « Chronique de Droit du tourisme », *Les Petites Affiches*, 16 nov. 2017, n° 229, p. 8-10
302. MOREIL Sophie, « Introduction », *in* « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », *Cahiers droit de l'entreprise*, n° 3, mai-juin 2018, p. 15
303. MOREIL Sophie, « Quelle protection pour les clients ? », *in* « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », *Cahiers droit de l'entreprise*, n° 3, mai-juin 2018, p. 25-29
304. MOREIL Sophie, « Un rappel quant à la preuve de la volonté d'effectuer une contrepassation », note ss. *CA Paris*, 5-6, 6 oct. 2017, *RG n° 16/03498*, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 27 févr. 2018, n° 8, p. 61-62

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

305. MOREIL Sophie, « Un rappel sur les conditions du devoir de mise en garde du banquier dispensateur de crédit », note ss. Cass. com. 15 nov. 2017, n° 16-16424, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 27 févr. 2018, n° 8, p. 62-63
306. MOREIL Sophie, « La Cour de cassation se prononce sur les emprunts toxiques des collectivités locales », note ss. Cass. com. 28 mars 2018, n° 16-16210, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal. 12 juin 2018, n° 21, p. 61-63
307. MOREIL Sophie, « Des précisions sur l'obligation de mise en garde de la banque vis-à-vis des personnes morales », note ss. Cass. com. 11 avril 2018, n° 15-27133, 15-27798, 15-27840 et 15-29442, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », Gaz. Pal., 12 juin 2018, n° 21, p. 63-64
308. PALLANTZA Dimitra, « Un nouveau cadre institutionnel pour l'insertion professionnelle des jeunes », Étude doctrinale, Droit social 5/2013, p. 436
309. PALLANTZA Dimitra, « Comment concilier intérêts économiques de l'employeur et liberté vestimentaire du salarié ? CA Besançon 14 mai 2013 », Note de Jurisprudence, Les Cahiers sociaux, 2013, n° 255, p. 339
310. PALLANTZA Dimitra, « La discrimination fondée sur l'âge, une discrimination unique à son genre ! Cons. Prud'h. Nanterre 22 nov. 2013 », Note de Jurisprudence, Les Cahiers sociaux, 2014, n° 259, p. 21
311. PALLANTZA Dimitra, « Co-emploi : les juges du fond cherchent systématiquement à sanctionner l'immixtion « anormale » de la société mère dans la gestion de sa filiale, CA Nîmes 15 avril 2014 », Note de Jurisprudence, Les Cahiers sociaux, 2014, n° 265, p. 408
312. PALLANTZA Dimitra, « Alerte aux victimes des accidents consécutifs aux manquements à l'obligation de sécurité ! CA Versailles 23 juin 2015 », Note de Jurisprudence, Les Cahiers sociaux, 2015, n° 279, p. 562
313. PALLANTZA Dimitra, « La rémunération des artistes-interprètes salariés », Étude doctrinale, Revue du droit du travail, 2015, n° 10, p. 597
314. PALLANTZA Dimitra, « Contentieux sur les licenciements collectifs : le juge administratif continue sa mission pédagogique, TA Paris 30 déc. 2014 », Note de Jurisprudence, Les Cahiers sociaux, 2015, n° 271, p. 79
315. PALLANTZA Dimitra, « Cumul d'emploi salariés, un compromis entre le principe de liberté du travail et les limites légales, CAA Marseille, 7^{ème} ch. 21 avril 2017 », Note de Jurisprudence, Les Cahiers sociaux, 2017, n° 297, p. 290
316. PALLANTZA Dimitra, « De la prison à la réinsertion professionnelle : nouvelles orientations de la politique pénitentiaire », Étude doctrinale, Revue pénitentiaire et de droit pénal, 2016, n° 4, p. 799
317. PALLANTZA Dimitra, « La réinsertion professionnelle après la détention provisoire », *in* Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 9 et 10 octobre 2014, L'Harmattan, 2016, p. 181
318. PALLANTZA Dimitra, « Le juge administratif effectue une synthèse intéressante des règles relatives aux 'grands' licenciements économiques, CAA Paris 8^{ème} ch. 14 avril 2016 », Note de Jurisprudence, Les Cahiers sociaux 2016, n° 286, p. 295

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

2. Articles de synthèse / revues bibliographiques
3. Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques, etc.)
 1. DURAND Valérie, « Les ventes règlementées », Juris-classeur Concurrence Consommation, fasc. 909, 2013
 2. INACIO Emmanuelle, « Le statut des professionnels de l'insolvabilité au sein de l'Union européenne », in Annuaire 2014 Schultze & Braun Insolvabilité & Restructuration en Allemagne, © Schultze & Braun GmbH & Co. KG Eisenbahnstrasse 19-23D-77855 Achern et F.A.Z.-Institut für Management-, Markt- und Medieninformationen GmbH Postfach 20 01 63 D-60605 Frankfurt am Main, 2013, p. 10-18
 3. INACIO Emmanuelle, « French Insolvency Statistics: Fluctuat nec mergitur », Eurofenix, Winter 2015/16, Issue 62, p. 45-46
 4. INACIO Emmanuelle, « French Insolvency Statistics: *Fluctuat nec mergitur?* », Eurofenix, Spring 2017, Issue 67, p. 12-13
 5. INACIO Emmanuelle, « From Approximation to Harmonisation of the IPs' Education? », Eurofenix, Summer 2017, Issue 68, p. 14-15
 6. INACIO Emmanuelle, « Insolvency registers in the recast European Insolvency regulation », Eurofenix, Autumn 2017, Issue 69, p. 12-13
 7. INACIO Emmanuelle, « Responses to the proposed directive », Eurofenix, Winter 2017/2018, Issue 70, p. 12-13
 8. MAILLY Myriam, « All 'eyes in insolvency' », Eurofenix Spring 2017, n°67, p. 44-45
 9. MAILLY Myriam, « Applying the Regulation (EU) 2015/848 on insolvency proceedings (Part III) », Eurofenix Winter 2017/18, n°70, p. 44-45
 10. MAILLY Myriam, « Applying the Regulation (EU) 2015/848 on insolvency proceedings (Part II) », Eurofenix Autumn 2017, n°69, p. 44-45
 11. MAILLY Myriam, « Applying the Regulation (EU) 2015/848 on insolvency proceedings », Eurofenix Summer 2017, n°68, p. 44-45
 12. MAILLY Myriam, « Financing and Insolvency: Where does it all begin, or end? », Eurofenix Winter 2016/17, n°66, p. 14-17
 13. MAILLY Myriam, « Harmonisation of the European Insolvency Law », Eurofenix Winter 2016/17, n°66, p. 18-20
 14. MAILLY Myriam, « Joined-up insolvency and restructuring in Brussels », Eurofenix Autumn 2017, n°69, p. 16-17
 15. MAILLY Myriam, « New cases applying the Regulation (EU) 2015/848 on insolvency proceedings », Eurofenix Spring 2018, n°71, p. 42-43
 16. MAILLY Myriam, « Spotlight on the INSOL Europe 'EU Relations Working Group' », Eurofenix Summer 2018, n°72, p. 42-43
 17. MAILLY Myriam, « Technical update », Eurofenix Winter 2016/17, n°70, p. 44-45
 18. MAILLY Myriam, « The attractiveness of national insolvency laws from a statistical viewpoint », Eurofenix Spring 2017, n°67, p. 44-45

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

19. MÉSA Rodolphe, Les principes directeurs du procès pénal, *in* Formulaire commenté de procédure pénale, Wolters Kluwer, Étude 100, Juin 2018
20. MÉSA Rodolphe, Les principes directeurs propres au procès pénal, *in* Formulaire commenté de procédure pénale, Wolters Kluwer, Étude 103, juin 2018
21. MÉSA Rodolphe, La preuve dans le procès pénal, *in* Formulaire commenté de procédure pénale, Wolters Kluwer, Étude 105, juin 2018
22. MOREIL Sophie, mise à jour de STOUFFLET Jean, « Cession et nantissement par remise d'un bordereau », fasc. n° 570, *in* J.-Cl. Banque, Crédit et Bourse, septembre 2017

II. Ouvrages

1. Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions
 1. BLANCHARD Marie, e.a., *L'accession à la propriété du logement*, Éditions Le Moniteur, 2014
 2. DEKEUWER-DEFOSSEZ Françoise, MOREIL Sophie, *Droit bancaire*, Dalloz, Coll. Mémento, 11^{ème} éd., 2016, 228 p.
 3. MONTEIRO Évelyne, *L'essentiel du Droit pénal des affaires*, Gualino éditeur, coll. Les carrés, 1^{ère} éd. mars 2016, 156 p.
2. Direction / édition scientifique
3. Chapitres d'ouvrage
 1. BAHUREL Charles, « Le Conseil constitutionnel et le droit privé », *in* *Recueils de leçons de 24 heures, Agrégation de droit privé et de sciences criminelles 2015*, Lextenso, 2015
 2. DURAND Valérie (avec TURK Pauline), « Propos introductifs », *La QPC, le procès et ses juges. L'impact sur le procès et l'architecture juridictionnelle*, sous la direction du Professeur Cartier Emmanuel, avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice et le CRD&PD, Dalloz, Collection Méthodes du droit, 2013, p. 375-380
 3. DURAND Valérie, « La deuxième Chambre civile de la Cour de cassation », *La QPC, le procès et ses juges. L'impact sur le procès et l'architecture juridictionnelle*, sous la direction du Professeur Cartier Emmanuel, avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice et le CRD&PD, Dalloz, Collection Méthodes du droit, 2013, p. 401-418
 4. DURAND Valérie, « La troisième Chambre civile de la Cour de cassation », *La QPC, le procès et ses juges. L'impact sur le procès et l'architecture juridictionnelle*, sous la direction du Professeur Cartier Emmanuel, avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice et le CRD&PD, Dalloz, Collection Méthodes du droit, 2013, p. 418-427
 5. DURAND Valérie, « Le tableau consacré aux arrêts de la Cour de cassation », *in* *La QPC, le procès et ses juges. L'impact sur le procès et l'architecture juridictionnelle*,

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

sous la direction du Professeur Cartier Emmanuel, avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice et le CRD&PD, Dalloz, Collection Méthodes du droit, 2013, p. 42-53

6. FASQUELLE Daniel et FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice, Introduction au droit et au droit commercial, *in* Droit de l'entreprise, Lamy, Paris, 2013, 150 p.
7. FASQUELLE Daniel et FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice, Introduction au droit et au droit commercial, *in* Droit de l'entreprise, Lamy, Paris, 2014, 150 p.
8. FASQUELLE Daniel et FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice, Introduction au droit et au droit commercial, *in* Droit de l'entreprise, Lamy, Paris, 2015, 150 p.
9. FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice et FASQUELLE Daniel, Introduction au droit et au droit commercial, *in* Droit de l'entreprise, Lamy, Paris, 2013, 150 p.
10. FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice et FASQUELLE Daniel, Introduction au droit et au droit commercial, *in* Droit de l'entreprise, Lamy, Paris, 2014, 150 p.
11. FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice et FASQUELLE Daniel, Introduction au droit au droit et au droit commercial, *in* Droit de l'entreprise, Lamy, Paris, 2015, 150 p.
12. INACIO Emmanuelle, « An introduction to the Insolvency Law of France » (Chapitre III, Partie II, Volume I), *in Crisi d'impresa e procedura concorsuali*, CAGNASSO Oreste & PANZANI Luciano, Wolters Kluwer Italia - Utet Giuridica, Omnia - Trattati Giuridici, 2016 Edition, p. 193-206.
13. MAILLY Myriam, « Les Conditions d'ouverture », *In Étude comparative des procédures d'insolvabilité*, sous la direction de Jean-Luc Vallens et Giulio Cesare Giorgini, Société Législation comparée, Volume n°18, 2015, p. 23-33.
14. MINET-LETALLE Catherine, « La Chambre sociale de la Cour de cassation », *in La QPC, le procès et ses juges, L'impact sur le procès et l'architecture juridictionnelle*, Rapport réalisé avec le soutien du GIP « Mission de recherche droit et justice », sous la direction du Professeur Cartier Emmanuel (Université de Lille 2), Dalloz, 2013, p 437-446

4. Thèses publiées / éditées

1. PALLANTZA Dimitra, *La créance de salaire*, L'Harmattan, Paris, 2014
2. MAILLY Myriam, *L'application du règlement 1346/2000 aux groupes de sociétés : approches française et anglaise*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence - Bibliothèque de Droit des entreprises en difficulté, 1e édition, tome 10, 02/2018.

III. Colloques / congrès, séminaires de recherche

1. Édition d'actes de colloques / congrès

1. BAHUREL Charles, BERNARD Elsa, HO-DAC Marion (dir.), *Le Brexit, enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Collection Droit de l'Union européenne, Groupe Larcier-Bruylant, 2017, 384 pages

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

2. CARTON Olivier, MINET-LETALLE Catherine, TACHON Raphaël, *De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté*, L'Harmattan 2016, 235 pages
3. DURAND Valérie, BOUMGHAR Mouloud, *Les nouvelles échelles du droit commun*, Actes du colloque organisé les 7 et 8 décembre 2011 à Boulogne-sur-Mer, ULCO, sous la direction scientifique de M. le Professeur BOUMGHAR Mouloud et Mme DURAND Valérie, Larcier, 2013, 272 pages
4. MINET-LETALLE Catherine, *Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ?*, L'Harmattan 2016, 214 pages
5. MOREIL Sophie, LUDWICZAK Franck (ss. dir.), *La rémunération des dirigeants*, L'Harmattan, coll. Droit, société et risques, sept. 2013, 108 pages

2. Articles publiés dans des actes de colloques / congrès

1. BLANCHARD Marie, « L'optimisation du patrimoine immatériel des CT : la protection offerte par le droit des marques », in « L'optimisation du patrimoine des collectivités territoriales », colloque du 6 décembre 2013, ULCO, Actes publiés in *Revue Lamy des Collectivités Territoriales*, Mai 2014, n° 101, p. 54-57
2. BLANCHARD Marie, « L'entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire en droit de la concurrence », in « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », colloque du 13 février 2015, ULCO, Actes publiés in *Jurisassociations* 2015, n° 522, p. 35-37
3. BLANCHARD Marie, « Les critères de la médiation », in « La médiation au service de l'entreprise », colloque du 12 février 2016, ULCO, Actes publiés in *Cahiers de droit de l'entreprise*, Mai 2016 n° 3, p. 22-25
4. BLANCHARD Marie, « L'exemple du secteur touristique », in « Économie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », colloque du 30 janvier 2017, ULCO, Actes publiés in *Cahiers de droit de l'entreprise*, Mai 2017, n° 3, dossier 12, p. 25-27
5. BLANCHARD Marie, « Les professions réglementées du droit face à la révolution numérique », in « Les professions réglementées face à la révolution numérique », colloque du 2 février 2018, ULCO, Actes à paraître dans les *Cahiers de droit de l'entreprise*, Mai 2018
6. CARTON Olivier, « La présomption d'innocence et la liberté d'expression cinématographique : l'affaire d'Outreau saisie par le cinéma » in C. Minet et alii, *De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté*, L'Harmattan, 2016, p. 195
7. CHARLET Xavier, « La question des mineurs non accompagnés » in *Le Brexit. Enjeux régionaux, nationaux, internationaux*, sous la direction de Bahurel Charles, Bernard Elsa, Ho-Dac Marion, Éd. Bruylant, collection droit de l'Union européenne 2017
8. DAVANSANT Frédéric, « La médiation au service de l'entreprise », in Actes du colloque « La Médiation au sein de l'entreprise », tenu à l'ULCO, à Boulogne-sur-Mer, le 12 février 2016, *Cahiers de droit de l'Entreprise*, mai-juin 2016 n° 3, p. 19-21
9. DURAND Valérie, « Droit commun et Code civil », in *Les nouvelles échelles du droit commun*, Actes du colloque organisé les 7 et 8 décembre 2011 à Boulogne-sur-Mer, ULCO, sous la direction scientifique du Professeur BOUMGHAR Mouloud et Mme DURAND Valérie, Larcier, 2013, p. 15-34

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

10. DURAND Valérie, « La protection de la santé de la personne du prévenu et la détention provisoire », in *De la liberté à la prison : regards croisés sur la privation de liberté*, Actes du colloque organisé à Boulogne-sur-Mer les 9 et 10 octobre 2014, L'Harmattan, 2016, p. 85-102
11. FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice, « Les conséquences de la durée de la détention », in *De la liberté à la prison : regards croisés sur la privation de liberté*, Actes du colloque organisé à Boulogne-sur-Mer les 9 et 10 octobre 2014, L'Harmattan, 2016, p. 147-158
12. INACIO Emmanuelle, « Les dernières évolutions du statut de « syndic » au sein de l'Union européenne », Communication orale, Colloque « Quel avenir pour le mandat de justice face aux dernières évolutions du droit européen ? », Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (C.N.A.J.M.J.), Paris, le 25 avril 2013, *Revue des Procédures Collectives*, Septembre 2013, n° 5, dossier 43, p. 76-78.
13. INACIO Emmanuelle, « Young Academics' Network on Comparative and International Insolvency Law and Finance (YAN) », Co-présidente de table ronde, Conférence « The Grand Project : Reform of the European Insolvency Regulation », Academic Forum of INSOL Europe, Paris, les 25 et 26 septembre 2013, publié in *The Grand Project : Reform of the European Insolvency Regulation*, © Professor Stefania Bariatti, Paul J. Omar and Contributors, 2014, p. 131-189.
14. INACIO Emmanuelle, « Young Academics' Network on Comparative and International Insolvency Law and Finance (YAN) », Co-présidente de table ronde, Conférence « Teaching and Research in Comparative and International Insolvency Law », Academic Forum) of INSOL Europe and The Netherlands Association for Comparative and International Insolvency Law (NACIIL) / Leiden Law School, Leiden (Pays-Bas), les 14 et 15 avril 2014, Actes publiés in *Teaching and Research in Comparative and International Insolvency Law*, © Paul J. Omar and Contributors, 2015
15. INACIO Emmanuelle, « Des « lignes directrices » pour l'harmonisation du statut de syndic et le droit comparé », Communication orale, Colloque « Nouvelles avancées du droit européen des entreprises en difficulté », Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (C.N.A.J.M.J.), Paris, le 9 décembre 2014, publié à la *Revue des Procédures Collectives*, Janvier-Février 2015, n° 1, dossier 15, p. 67-70
16. INACIO Emmanuelle, « Bilan du rapprochement des professionnels de l'insolvabilité au sein de l'Union européenne », Communication orale, colloque « Actualité du droit européen de l'insolvabilité. La Loi Macron et ses suites », Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (C.N.A.J.M.J.), Paris, le 20 octobre 2016, *Revue des Procédures Collectives*, Novembre-Décembre 2016, n° 6, dossier 37, p. 105-108
17. MAILLY Myriam, « Perspectives offertes par la réforme du droit des procédures collectives », in « Le Droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques. L'exemple de SeaFrance », ULCO – Skema Business School, 21 janvier 2014, *Revue Lamy Droit des affaires*, n°92, 1^{er} avril 2014, p. 92-94
18. MAILLY Myriam, « L'initiative « Insolvabilité II » (2016) de la Commission européenne : le nécessaire recours à un instrument juridique contraignant », *Revue des procédures collectives*, 1^{er} novembre 2016, n° 6, p. 99-102

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

19. MINET-LETALLE Catherine, « Le droit commun de l'Union européenne et le droit social, aspects de droit privé », *in* Colloque « Les nouvelles échelles du droit commun », organisé à l'ULCO, 7 et 8 décembre 2011, Larcier, juin 2013, p. 127-140
20. MINET-LETALLE Catherine, « L'obligation d'information des salariés en cas de cession d'entreprise », *in* Colloque « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, Boulogne-sur-Mer, Jurisassociations, 1^{er} juillet 2015, n°522, p. 25-26
21. MINET-LETALLE Catherine, « La suspension du contrat de travail », *in* Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 9 et 10 octobre 2014, L'Harmattan, juin 2016, p. 113-126
22. MINET-LETALLE Catherine, « La médiation intra-entreprise, L'exemple des conflits de travail », *in* Colloque « La médiation au service de l'entreprise », 12 février 2016, Cahiers de Droit de l'entreprise mai-juin 2016, p. 28-34
23. MINET-LETALLE Catherine, « Préface », avec Olivier Carton (MCF HDR et directeur du LARJ à l'ULCO) et Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), *in* Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 9 et 10 octobre 2014, L'Harmattan, juin 2016, p. 7-8
24. MINET-LETALLE Catherine, « Préface », *in* Colloque « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », L'Harmattan, octobre 2016, p. 7-9
25. MINET-LETALLE Catherine, « Le contrat de travail dans le secteur touristique », *in* Colloque « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », L'Harmattan, octobre 2016, p. 157-177
26. MINET-LETALLE Catherine, « Le particulier, Un offreur de services (statut et protection au regard du droit social) », *in* Colloque « Économie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », Cahiers de Droit de l'entreprise mai-juin 2017, p. 34-38 ; JCP éd. social 2017, n°37, 1286, p. 1-4
27. MONTEIRO Évelyne, « Vers un droit répressif de l'écosystème ? », contribution au colloque annuel de la Société Française pour le Droit de l'environnement : « *droit répressif : Quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?* », 21 et 22 novembre 2013, Université de La Rochelle, *in* Revue Juridique de l'environnement, n° spécial 2014, p. 195-209
28. MONTEIRO Évelyne, « L'anticipation des risques à l'épreuve du droit pénal », conférence lors du colloque L'anticipation des risques par l'entreprise, Université de La Rochelle (CEJEP), 31 janvier 2014, Revue Lamy Droit des Affaires, mars 2014, p. 76-79
29. MOREIL Sophie, « Le traitement des antennes relais par le droit des biens », *in* DUMERY Alexandre (ss. dir.), *Les antennes relais*, éd. L'Harmattan, Coll. Droit, société et risques, novembre 2013, p. 157-176
30. MOREIL Sophie, « Rapport de synthèse », *in* « Le Droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques. L'exemple de SeaFrance », ULCO – Skema Business School, 21 janvier 2014, Revue Lamy droit des affaires n° 92, avril 2014, p. 99-101
31. MOREIL Sophie, « Le financement participatif », *in* « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, ULCO, Juris associations, n° 522, juillet 2015, p. 29

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

32. MOREIL Sophie, « Le financement participatif », intervention lors d'un colloque intitulé « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, ULCO. Actes publiés *in* Juris associations, n° 522, juillet 2015, p. 29
33. MOREIL Sophie, « L'approche du droit commun : le contrat de travail, un contrat spécial ? », intervention à un colloque intitulé « Le contrat de travail à durée déterminée, un contrat spécial », ULCO, 6 novembre 2015, Actes publiés aux Éd. l'Harmattan, 2016, p. 25-53
34. MOREIL Sophie, « Les médiations maison, l'exemple de la médiation bancaire », contribution à un colloque intitulé « La médiation au service de l'entreprise », 12 février 2016, ULCO, Actes publiés aux Cahiers Droit de l'entreprise, n° 3, mai 2016, p. 45-51
35. MOREIL Sophie, « Quelle protection pour les clients ? », intervention lors d'un colloque intitulé « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », 2 février 2018, ULCO, Actes publiés *in* Cahiers droit de l'entreprise, ° 3, mai-juin 2018, p. 25-29
36. MOREIL Sophie, « Une réponse aux dysfonctionnements : la mise en jeu de la responsabilité des magistrats ? », *in* « De la liberté à la prison », 9-10 octobre 2014, ULCO, Éd. L'Harmattan, 2016, p. 217-232
37. MOREIL Sophie, « L'approche du droit commun : le contrat de travail, un contrat spécial ? », *in* « Le contrat de travail à durée déterminée, un contrat spécial », 6 novembre 2015, ULCO, Éd. L'Harmattan, 2016, p. 25-53
38. MOREIL Sophie, « Introduction », *in* « Économie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », Dossier Cahiers droit de l'entreprise, n° 3, mai-juin 2017, dossier 10
39. MOREIL Sophie, « Introduction », *in* « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », Cahiers droit de l'entreprise, n° 3, mai-juin 2018, p. 15
40. PALLANTZA Dimitra, « préface », *in* Colloque « Ressources humaines, territoires et formations supérieures », organisé par la Licence professionnelle GRH, 28 et 29 novembre 2013, Revue européenne du droit social (REDS), 2014, Volume XXIII, Issue 2, p. 123
41. PALLANTZA Dimitra, « Cession d'entreprise, droit d'information préalable des salariés : un dispositif au service de la bataille prioritaire pour l'emploi », *in* Colloque « L'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, ULCO, Jurisassociations, 2015, n° 522, p. 26
42. PALLANTZA Dimitra, « La réinsertion professionnelle après la détention provisoire », *in* Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 9 et 10 octobre 2014, L'Harmattan, 2016, p. 181
43. PALLANTZA Dimitra, « Les contrats de travail aidés », *in* Colloque « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 6 nov. 2015, L'Harmattan, 2016, p. 193
44. PALLANTZA Dimitra, « préface », *in* Colloque « La sécurisation des parcours professionnels, enjeu d'évolution du marché du travail et de lutte contre le chômage », organisé par le LARJ, le département GACO de l'IUT de Saint-Omer et l'ISCID-CO,

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

3 mars 2017, Lexbase Édition sociale, n° 703 du 22 juin 2017

45. TACHON Raphaël, « Le choix du placement en détention provisoire, visions concordantes, complémentaires ou opposées : la position de l'avocat », *in* Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », organisé par le LARJ et le Barreau de Boulogne-sur-Mer, 9 et 10 octobre 2014, L'Harmattan, juin 2016, p. 71-84
46. TACHON Raphaël : « Le contrat à durée déterminée dans la fonction publique », *in* Colloque « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », L'Harmattan, octobre 2016, p. 179-195

3. Autres produits présentés dans des colloques / congrès et des séminaires de recherche

1. BAHUREL Charles « La réforme du droit de la preuve », Cycle de conférences sur la réforme du droit des obligations organisé par MOREIL Sophie et DURAND Valérie, 10 février 2016, Boulogne-sur-Mer
2. BAHUREL Charles, « Le modèle disciplinaire notarial », Intervention lors du colloque sur la discipline des gens de justice organisé par DAVANSANT Frédéric à Boulogne-sur-Mer, 24-25 novembre 2016
3. BLANCHARD Marie, « Le traitement des entreprises en difficulté par le droit européen de la concurrence », intervention orale dans le cadre du colloque portant sur « Le droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques : l'exemple de SeaFrance », 21 janvier 2014
4. DAVANSANT Frédéric, « La controverse sur le rôle du pouvoir juridictionnel dans les projets de société européenne (XVII^e-XX^e siècles) » Communication présentée le 28 mai 2015 lors des journées internationales de la Société d'Histoire du Droit, à Rennes (28-31 mai 2015)
5. DAVANSANT Frédéric, « *Droit comparé de la novation (Rome, Code civil, Droits européens actuels)* » (Conférence donnée le 14 décembre 2017, à la faculté de droit de Nantes [Antenne de La Roche-sur-Yon] dans le cadre d'un *Master Class* en droit romain.
6. DURAND Valérie, avec TURK Pauline, « Analyse comparée des deux ordres de juridictionnels », colloque reconstitutif *La question prioritaire de constitutionnalité* organisé le 17 juin 2013 dans le cadre du projet de recherche *Question prioritaire de constitutionnalité – Étude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française*, sous la direction de CARTIER Emmanuel à l'Université de Lille 2 et avec le soutien de la mission de recherches « Droit et Justice » et le CRD&PD
7. DURAND Valérie, « La réforme au travers de sa structure et des dispositions préliminaires (Articles 1101 à 1110) », *in* Cycle de conférences relatif à *La réforme du droit des contrats*, ULCO, Boulogne-sur-Mer, le 4 décembre 2015
8. DURAND Valérie, « La formation du contrat – La conclusion du contrat », *in* Cycle de conférences relatif à *La réforme du droit des contrats*, ULCO, Boulogne-sur-Mer, le 26 février 2016
9. DURAND Valérie, Présidence de la séance relative à « L'encadrement actuel des

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

professions judiciaires libérales » lors du colloque consacré à *La discipline des gens de justice. Problématiques historiques. Problématiques actuelles*, ULCO, en partenariat avec l'Ordre des avocats de Boulogne-sur-Mer et la Chambre régionale des notaires de la Cour d'appel de Douai, l'ENM et l'Université de Nantes, 24 et 25 novembre 2016 à l'ULCO, à Boulogne-sur-Mer

10. FASQUELLE Daniel, La participation des Parlements nationaux à l'élaboration de la norme européenne, Intervention au Congrès du Cinquantenaire de la CEDECE, 1^{er} et 2 octobre 2015
11. FASQUELLE-LEONETTI Marie-Alice, Intervention sur « La question des mineurs étrangers non accompagnés », in Colloque sur « Les enjeux migratoires et pénaux du Brexit », LARJ, Boulogne-sur-Mer, 17 février 2017
12. INACIO Emmanuelle, « From Approximation to Harmonisation of the IP's Education », Communication orale, Conférence « *Winding up of (assetless) companies in Central-Eastern Europe – The reality show* », Eastern European Countries' Committee of INSOL Europe, Budapest (Hongrie), le 12 mai 2017.
13. MINET-LETALLE Catherine, Présidence de séance, « Le référé, arme contentieuse » - colloque « Les procédures d'urgence : questionnements autour de l'efficacité du référé », organisé par le LARJ, Boulogne-sur-Mer, 24 novembre 2017
14. MINET-LETALLE Catherine, Présidente de séance du Colloque pluri-disciplinaire « *Littoral et tourisme durable, quel champ opérationnel ?* », organisé dans le cadre du Campus de la Mer, 16 et 17 mars 2016, Boulogne-sur-Mer, publié à la Revue juristourisme, n°191, novembre 2016
15. MINET-LETALLE Catherine, « Les manquements aux contrats d'engagement de l'Armée française », avec MICHARD Claire-Elise (Avocate, Docteur en droit, Nantes), in Colloque « La désobéissance militaire, Terre et Mer, Regards croisés », LARJ, Boulogne-sur-mer, 10 novembre 2017
16. MOREIL Sophie, « Rapport de synthèse », contribution orale à une colloque intitulé « Le Droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques. L'exemple de SeaFrance », ULCO – Skema Business School, 21 janvier 2014. Actes publiés à la Revue Lamy droit des affaires, n° 92, avril 2014, p. 99-101
17. MOREIL Sophie, Intervention sur les crédits à court terme, formation en Droit bancaire, École nationale de la magistrature, Paris, 3 avril 2015
18. MOREIL Sophie, intervention lors d'une formation sur le thème « Banque et Famille », École des avocats de la région Rhône-Alpes, Lyon, 8 juillet 2015
19. MOREIL Sophie, « Introduction - Les origines de la réforme », Conférence donnée dans le cadre du cycle de conférences sur la réforme du droit des contrats, ULCO, 4 décembre 2015
20. MOREIL Sophie, « La validité de l'engagement », Conférence donnée dans le cadre d'un cycle de conférences sur la réforme du droit des contrats, ULCO, 4 mars 2016
21. MOREIL Sophie, Intervention lors d'une demie-journée d'actualité en droit bancaire intitulée « Les réformes, morceaux choisis », École des avocats de la région Rhône-Alpes, Lyon, 6 juillet 2016
22. MOREIL Sophie, Intervention sur les instruments de paiement et de crédit, formation en Droit bancaire, École nationale de la magistrature, Paris, octobre 2017

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

23. PALLANTZA Dimitra, « L'activité partielle, un antidote aux licenciements pour motif économique ? », *in* Colloque « Les mesures de prévention des licenciements pour motif économique », organisé par le LARJ et le département GACO de l'IUT de Saint-Omer, 15 janvier 2016
24. PALLANTZA Dimitra, « Le contrat de travail et l'accord collectif d'entreprise », *in* Journée d'études régionales « Les accords collectifs d'entreprise après la loi Travail », organisée par la Faculté de droit de l'Université de Valenciennes, 25 avril 2017
25. TACHON Raphaël : « l'intégration de l'exigence du procès équitable dans la procédure disciplinaire des avocats », intervention lors du colloque sur « la discipline des gens de justice » organisé par DAVANSANT Frédéric à Boulogne-sur-Mer, 24-25 novembre 2016.
26. TACHON Raphaël : « Référés et action publique locale : l'exemple du burkini », intervention lors du colloque sur « la procédure d'urgence : questionnements autour de l'efficacité du référé » organisé par le LARJ à Boulogne-sur-Mer, novembre 2017
27. WASERMAN Franck, « Les conséquences de la détention provisoire », présidence de table-ronde, colloque « de la liberté à la prison », organisé par le LARJ à Boulogne-sur-Mer, octobre 2014
28. WASERMAN Franck, Rapport de synthèse, colloque sur l'économie sociale et solidaire organisé par le LARJ, Boulogne-sur-Mer, février 2015
29. WASERMAN Franck, présidence de table-ronde, colloque « la procédure d'urgence : questionnements autour de l'efficacité du référé » organisé par le LARJ à Boulogne-sur-Mer, novembre 2017

IV. Développements instrumentaux et méthodologiques

1. Prototypes et démonstrateurs
2. Plateformes et observatoires 3. ...

V. Produits et outils informatiques

1. Logiciels
2. Bases de données / cohortes
3. Corpus
4. Outils présentés dans le cadre de compétitions de solveurs
5. Outils d'aide à la décision 6. ...

VI. Brevets, licences et déclarations d'invention

VII. Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation

1. MAILLY Myriam, Collectif, « Study on a new approach to business failure and insolvency – Comparative legal analysis of the Member States' relevant provisions and practices, TENDER No. JUST/2012/JCIV/CT/0194/A4 submitted to the European Commission by INSOL Europe », disponible à <http://www.insol-europe.org/eu-research/eu-study-2014/>

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

VIII. Produits des activités didactiques

1. Ouvrages
2. E-learning, moocs, cours multimédia, etc.

IX. Produits destinés au grand public

1. Émissions radio, TV, presse écrite
2. Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc.
 1. DAVANSANT Frédéric, Procès fictif du personnage de Ramsay Bolton, de la série *Game of Thrones* (4 avril 2017, La Chapelle, Boulogne-sur-Mer). Organisation et animation du procès en présence de Louis DE CARBONNIERES (PR, Lille), Olivier CARTON (MCF, ULCO), Matthieu CARON (MCF, Valenciennes), Catherine MINET-LETALLE (MCF HDR, ULCO) et Agnès LOUIS (MCF, ULCO)
 2. DAVANSANT Frédéric, Procès fictif du personnage de Severus Rogue, issu de l'univers des romans *Harry Potter* (28 novembre 2017, L'Entrepôt, Dunkerque). Organisation et animation du procès en présence de M. Emmanuel BRANLY, Vice-président T.G.I Dunkerque), Maître Marianne DEVAUX (Avocate, Dunkerque), Xavier FERRAND (Avocat, Dunkerque), Laetitia BULTE (Secrétariat droit, Dunkerque)
3. Produits de médiation scientifique
4. Débats science et société
 1. DAVANSANT Frédéric, Ciné-Débat (12 octobre 2017, L'Entrepôt, Dunkerque) : « *La délinquance des mineurs* ». Diffusion du film *POLISSE* (2015) et animation du débat en présence de Madame Violaine FRUMIN (Juge des Enfants, TGI de Dunkerque), Maître Fanny FLOQUET (Avocate au barreau de Dunkerque), Mesdames Delphine LAUGIER et Béatrice TCHATAT (Chef de service et Éducatrice PJJ Dunkerque)
 2. DAVANSANT Frédéric, Ciné-Débat (15 mars 2017, La Chapelle, Boulogne-sur-Mer) : « *La Cour d'Assises justice populaire ou justice professionnelle ?* ». Diffusion du film *L'Hermine* (2015) et animation du débat en présence de Madame Vinciane DE JONGH (Présidente Cour d'Assises du Pas-de-Calais), Maître Raphael TACHON (barreau de Boulogne-sur-Mer), Mathilde CAMPAGNIE (substitut du procureur, Boulogne-sur-Mer)
 3. DAVANSANT Frédéric, Ciné-Débat (31 janvier 2017, La Chapelle, Boulogne-sur-Mer) : « *L'avocat commis d'office. Chevalier blanc ou défenseur au rabais ?* ». Diffusion du film *Commis d'Office* (2015) et animation du débat en présence de Maître Jennifer VASSEUR (barreau de Boulogne-sur-Mer), Mathilde CAMPAGNIE (substitut du procureur, Boulogne-sur-Mer), Xavier CHARLET (juge des enfants, TGI Boulogne-sur-Mer, PAST ULCO)
 4. DAVANSANT Frédéric, Ciné-Débat (5 octobre 2017, La Chapelle, Boulogne-sur-Mer) : « *Le Juge et l'intime. La résidence des enfants en cas de séparation* ». Diffusion du film *Papa ou Maman* (2015) et animation du débat en présence Mesdames Anne PIET et Delphine Chevalier (Juges aux Affaires familiales, TGI Boulogne sur Mer), Maîtres Stéphanie ARTIGAS et Adrien MARCOURT (Avocats au barreau de

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

Boulogne sur Mer)

5. DAVANSANT Frédéric, Ciné-Débat (8 mars 2017, L'Entrepôt, Dunkerque) : « *L'avocat commis d'office. Chevalier blanc ou défenseur au rabais ?* ». Diffusion du film *Commis d'Office* (2015) et animation du débat en présence de Monsieur Guillaume SALOMON (Président TGI Dunkerque) Maître Guillaume GUILLUY (barreau de Dunkerque) et Violaine FRUMAIN (juge des enfants, TGI Dunkerque)
6. DAVANSANT Frédéric, Concours d'éloquence (16 février 2017, Boulogne-sur-Mer, Amphi 3) : « *Pour ou contre le Brexit ?* ». Organisation du concours opposant deux équipes d'étudiants de Boulogne-sur-Mer et de Dunkerque et présidence du jury composé de Manon ALTWEGG-BOUSSAC (PR, ULCO), Agnès LOUIS (MCF, ULCO), Catherine MINET (MCF HDR, ULCO) et Raphael TACHON (Avocat, anc. Bâtonnier)
7. DAVANSANT Frédéric, Organisation et animation de la conférence « *Magistrat. Un parcours, un métier* » avec M. Emmanuel BRANLY, Vice-président du T.G.I de Dunkerque, chargé de l'Instance, tenue le 17 novembre 2017 au CGU de Dunkerque (Amphi Darses, 11h30-12h30)
8. MINET-LETALLE Catherine, Organisation de simulations de plaidoiries au TGI de Boulogne-sur-Mer pour les étudiants de 3^{ème} année de Licence en Droit en mars 2015, avec Xavier Charlet (Juge pour enfant au TGI de Boulogne-sur-Mer), Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), et Sophie Moreil (MCF ULCO), TGI Boulogne-sur-Mer
9. MINET-LETALLE Catherine, Organisation de simulations de plaidoiries au TGI de Boulogne-sur-Mer, avec Xavier Charlet (Juge pour enfant au TGI de Boulogne-sur-Mer), Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), et Sophie Moreil (MCF ULCO), TGI Boulogne-sur-Mer, pour les étudiants du Master droit européen des affaires en mars et novembre 2016
10. MINET-LETALLE Catherine, Organisation de simulations de plaidoiries au TGI de Boulogne-sur-Mer, avec Xavier Charlet (Juge pour enfant au TGI de Boulogne-sur-Mer), Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), et Sophie Moreil (MCF ULCO), TGI Boulogne-sur-Mer, pour les étudiants du Master droit européen des affaires en novembre 2017
11. MOREIL Sophie, Organisation de simulations de plaidoiries au TGI de Boulogne-sur-Mer, avec Xavier Charlet (Juge pour enfant au TGI de Boulogne-sur-Mer), Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), et Catherine Minet-Letalle (MCF ULCO), TGI Boulogne-sur-Mer, pour les étudiants du Master droit européen des affaires en avril 2015
12. MOREIL Sophie, Organisation de simulations de plaidoiries au TGI de Boulogne-sur-Mer, avec Xavier Charlet (Juge pour enfant au TGI de Boulogne-sur-Mer), Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), et Catherine Minet-Letalle (MCF ULCO), TGI Boulogne-sur-Mer, pour les étudiants du Master droit européen des affaires en mars et novembre 2016
13. MOREIL Sophie, Organisation de simulations de plaidoiries au TGI de Boulogne-sur-Mer, avec Xavier Charlet (Juge pour enfant au TGI de Boulogne-sur-Mer), Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), et Catherine Minet-Letalle (MCF ULCO), TGI Boulogne-sur-Mer, pour les étudiants du Master droit européen des affaires en novembre 2017

X. Autres produits propres à une discipline

1. Créations artistiques théorisées
2. Mises en scènes
3. Films
4. ...

2 - ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET INDICES DE RECONNAISSANCE

I. Activités éditoriales

1. Participation à des comités éditoriaux (revues, collections)
 1. INACIO Emmanuelle, Membre du comité exécutif de rédaction d'Eurofenix, la revue professionnelle trimestrielle d'INSOL Europe
 2. MÉSA Rodolphe, Responsable de la rubrique Droit pénal à la RJPF, 2016
 3. MÉSA Rodolphe, Responsable de la rubrique Droit pénal à la RJPF, 2017
 4. MÉSA Rodolphe, Responsable de la rubrique Droit pénal à la RJPF, 2018
 5. MINET-LETALLE Catherine, Codirection, avec Monsieur Gaël CHANTEPIE (Professeur à l'Université de Lille 2) de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ publiée aux Petites affiches, 2013
 6. MINET-LETALLE Catherine, Codirection, avec CHANTEPIE Gaël (Professeur à l'Université de Lille 2) de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ publiée aux Petites affiches, 2014
 7. MINET-LETALLE Catherine, Codirection, avec Monsieur Gaël CHANTEPIE (Professeur à l'Université de Lille 2) de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ publiée aux Petites affiches, 2015
 8. MINET-LETALLE Catherine, Codirection, avec CHANTEPIE Gaël (Professeur à l'Université de Lille 2) de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ publiée aux Petites affiches, 2016
 9. MINET-LETALLE Catherine, Direction de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ, publiée aux Petites affiches, 2017
 10. MINET-LETALLE Catherine, Direction de la Chronique annuelle de Droit du tourisme du LARJ, publiée aux Petites affiches, 2017
 11. MINET-LETALLE Catherine, Membre du Comité scientifique de la Revue juristourisme, depuis septembre 2016
 12. MINET-LETALLE Catherine, Membre du Comité scientifique de la Revue juristourisme, depuis septembre 2017
 13. MINET-LETALLE Catherine, Membre du Comité scientifique de la Revue juristourisme, depuis septembre 2018

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

2. Direction de collections et de séries

II. Activités d'évaluation

1. Responsabilités au sein d'instances d'évaluation
 1. BAHUREL Charles, Rapporteur de la thèse de Nada OBEID, portant sur « Régime juridique du divorce : causes et conséquences, réforme du droit libanais à la lumière du droit français », à soutenir le 22 juin 2017 à l'Université de Rennes 1, sous la direction de Mme le Professeur Cicile-Delfosse.
 2. Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques
 1. MINET-LETALLE Catherine, Coordinatrice d'un dossier sur la loi travail, Revue juristourisme, février 2017
 2. MINET-LETALLE Catherine, Coordinatrice d'un dossier sur les ordonnances Macron, « A fond la (ré)forme », Revue Juristourisme, mai 2018, p. 17 et s.
 3. MOREIL Sophie, évaluation d'un article intitulé « Le concept d'innovation responsable à l'épreuve du droit : les tentatives d'intégration dans l'ordre juridique français » pour la Revue d'économie et de management de l'innovation, juin 2018
2. Évaluation de laboratoires (type Hcéres)
3. Évaluation de projets de recherche

III. Activités d'expertise scientifique

1. Activités de consultant
2. Participation à des instances d'expertises (type Anses) ou de normalisation
3. Expertise juridique
 1. DURAND Valérie, Coordination de l'équipe privatiste du pôle jurisprudence et membre du groupe de recherche relatif à l'étude croisée (Cour de cassation – Conseil d'État) des conditions de sérieux et de nouveauté en vue de l'élaboration d'une base de données dans le cadre du projet de recherche Question prioritaire de constitutionnalité – Étude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française, Projet GIP « Droit et Justice » et CRD&PD, organisé sous la direction de Cartier Emmanuel à l'Université de Lille 2 Droit et santé
 2. INACIO Emmanuelle and FLORES Marta, « Report on the regulation of insolvency office holders », sous l'égide d'INSOL Europe, présenté à la DG Justice et Consommateurs de la Commission européenne le 25 juillet 2016
 3. MINET-LETALLE Catherine, Organisation d'une table ronde sur le travail et l'emploi transfrontalier dans le cadre du PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur), projet soutenu par la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS), Centre entrepreneuriat du Littoral, Dunkerque, 6 mai 2014
 4. MINET-LETALLE Catherine, Participation au jury du prix de thèse de l'École doctorale des sciences juridiques, politiques et de gestion, École Doctorale 74, octobre 2015

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

5. MINET-LETALLE Catherine, Intégration au projet *Tast'in Fives* (projet de réhabilitation urbaine financé par l'Union européenne - programme Urban Innovative Action), dans le cadre de la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS), depuis octobre 2016
6. MINET-LETALLE Catherine, mise en place dans le cadre du Master 2 Droit des affaires d'un atelier intitulé « L'ESS, levier de lutte contre les exclusions professionnelles et d'employabilité de populations cibles » à travers trois thématiques : la place du bénévolat, l'expérimentation territoire zéro chômeur, le guide des bonnes pratiques en matière d'économie sociale et solidaire, dans le cadre du projet *Tast'in Fives* (projet de réhabilitation urbaine financé par l'Union européenne - programme Urban Innovative Action), encadré par la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS) de septembre 2017 à juin 2018
7. MONTEIRO Éveline, Interview donnée dans le cadre du Groupe de travail présidé par les Pr. DROBENKO Bernard et LE MORVAN Didier, « Faisabilité du Code de la Mer », secrétariat général de la Mer. Participation à l'atelier sur le même thème organisé sous l'égide du Campus de la Mer, Boulogne-sur-Mer, 1^{er} juin 2017
8. MINET-LETALLE Catherine, Intégration à la Chaire interuniversitaire et interdisciplinaire en économie sociale et solidaire et soutenabilité du territoire (ChairESS) du Nord-Pas-de-Calais, depuis avril 2018
9. MOREIL Sophie, Intégration à la Chaire interuniversitaire et interdisciplinaire en économie sociale et solidaire et soutenabilité du territoire (ChairESS) du Nord-Pas-de-Calais, depuis avril 2018

IV. Organisation de colloques / congrès

1. BAHUREL Charles (ULCO), BERNARD Elsa (Lille 2), HO-DAC Marion (Valenciennes), Cycle de conférences sur le Brexit en trois actes : les enjeux migratoires et pénaux du Brexit (17 février 2017 à Boulogne-sur-Mer), les enjeux institutionnels du Brexit (10 mars 2017 à Lille), les enjeux économiques et citoyens du Brexit (24 mars 2017 à Valenciennes).
2. BLANCHARD Marie et MOREIL Sophie, Co-organisation d'un colloque intitulé « Le droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques : l'exemple de SeaFrance », 21 janvier 2014, ULCO, Actes publiés *in* Revue Lamy des Collectivités Territoriales, Mai 2014, n° 101, p. 54
3. BLANCHARD Marie et MOREIL Sophie, Co-organisation d'un colloque intitulé « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, ULCO, Actes publiés *in* Juris associations, n° 522, juillet 2015
4. BLANCHARD Marie et MOREIL Sophie, Co-organisation d'un colloque intitulé « La médiation au service de l'entreprise », 12 février 2016, ULCO, Actes publiés *in* Cahiers de droit de l'entreprise, Mai 2016, n° 3, dossier 16
5. BLANCHARD Marie et MOREIL Sophie, Co-organisation d'un colloque intitulé l'« Économie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie », ULCO, 30 janvier 2017, Actes publiés *in* Cahiers de droit de l'entreprise, Mai 2017, n° 3, dossier 12
6. BLANCHARD Marie, MOREIL Sophie, Co-organisation d'un colloque, « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », ULCO –

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

SKEMA Business School, Lille, 2 février 2018, actes publiés *in* Cahiers droit de l'entreprise, mai-juin 2018, n° 3, p. 19 et s.

7. CARTON Olivier, Co-organisation scientifique du colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », 9 et 10 octobre 2014, ULCO (Boulogne-sur-Mer)
8. CARTON Olivier, Co organisation administrative et scientifique du colloque du 24 novembre 2017 : « Les procédures d'urgence : questionnement autour de l'efficacité du référé », ULCO, Boulogne s/Mer, LARJ.
9. DAVANSANT Frédéric et MYNARD Frantz (Université de Nantes), Co-organisation du Colloque «*La Discipline des Gens de Justice. Perspectives historiques. Problématiques actuelles* », tenu à Boulogne sur Mer, les 24 et 25 novembre 2016). Partenariat avec l'ENM et les laboratoires DCS et CDMO de l'Université de Nantes. Actes du colloque à paraître dans *La Discipline des Gens de Justice. Perspectives historiques. Problématiques actuelles* aux Presses Universitaires de Rennes (PUR), en 2018
10. DURAND Valérie, DAVANSANT Frédéric, MINARD Frantz, Collaboration à l'organisation du colloque *La discipline des gens de justice*, ULCO, en partenariat avec l'Ordre des avocats de Boulogne-sur-Mer et la Chambre régionale des notaires de la Cour d'appel de Douai, l'ENM et l'Université de Nantes, 24 et 25 novembre 2016 à l'ULCO, à Boulogne-sur-Mer
11. DURAND Valérie, MOREIL Sophie, Co-direction scientifique d'un cycle de conférences relatif à la réforme du droit des contrats, ULCO, en partenariat avec l'Ordre des avocats de Boulogne-sur-Mer et la Chambre régionale des notaires de la Cour d'appel de Douai, 4 décembre 2015-22 avril 2016
12. DURAND Valérie, Organisation scientifique de la conférence réalisée par Pierre Lequet, « L'évolution de la réparation du préjudice écologique – Présentation des régimes juridiques », ULCO, Boulogne-sur-Mer, 17 janvier 2017.
13. INACIO Emmanuelle, GROENEWEGEN Marcel, KUGLARZ Pawel et Marcel, organisation scientifique du congrès annuel d'INSOL Europe « Preventive Restructuring: Sunset on Insolvency? », Warsaw, les 6 et 7 octobre 2017.
14. MINET-LETALLE Catherine, avec Maître Raphaël Tachon (avocat et ancien Bâtonnier du Barreau de Boulogne-sur-Mer), « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », l'ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer et LARJ, Boulogne-sur-Mer, 6 novembre 2015, publié chez L'HARMATTAN, octobre 2016
15. MINET-LETALLE Catherine, CARTON Olivier et TACHON Raphaël, Colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », 9 et 10 octobre 2014, Boulogne-sur-Mer, organisé par le LARJ et l'ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer, L'Harmattan, juin 2016
16. MINET-LETALLE Catherine, Participation au Comité d'organisation et au Comité scientifique et Présidente de séance du Colloque pluri-disciplinaire « Littoral et tourisme durable, quel champ opérationnel ? », organisé dans le cadre du Campus de la Mer, Boulogne-sur-Mer, 16 et 17 mars 2016, *in* la Revue juristourisme, n°191, novembre 2016
17. MOREIL Sophie, BLANCHARD Marie, Co-organisation du colloque relatif au

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

« Droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques – L'exemple de SeaFrance », ULCO - Skema Business School, Lille, février 2014, actes publiés à la Revue Lamy Droit des affaires n° 92, mai 2014

18. MOREIL Sophie, BLANCHARD Marie, Co-organisation d'un colloque intitulé « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, ULCO, Actes publiés *in* Jurisassociation, n° 522, juillet 2015
19. MOREIL Sophie, BLANCHARD Marie, Co-organisation d'un colloque intitulé « La médiation au service de l'entreprise », 12 février 2016, ULCO, Actes publiés aux Cahiers Droit de l'entreprise, n° 3, mai 2016, p. 45-51
20. MOREIL Sophie, BURY Bénédicte, co-direction scientifique d'une demi-journée d'actualité en droit bancaire intitulée « Les réformes, morceaux choisis », École des avocats de la région Rhône-Alpes, Lyon, 6 juillet 2016
21. MOREIL Sophie, BLANCHARD Marie, co-organisation d'un colloque intitulé « Économie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », ULCO, Boulogne-sur-Mer, actes publiés *in* Cahier droit de l'entreprise, n° 3, mai-juin 2017
22. MOREIL Sophie, BLANCHARD Marie, Co-organisation d'un colloque, « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », ULCO – SKEMA Business School, Lille, 2 février 2018, actes publiés *in* Cahiers droit de l'entreprise, mai-juin 2018, n° 3, p. 19 et s.
23. PALLANTZA Dimitra, Organisation scientifique du colloque « Les mesures de prévention des licenciements pour motif économique », Saint-Omer 15 janvier 2016.
24. PALLANTZA Dimitra, Organisation scientifique du colloque, « La sécurisation des parcours professionnels, enjeu d'évolution du marché de travail et de lutte contre le chômage », Saint-Omer 3 mars 2017, publié à Lexbase Édition sociale, n° 703 du 22 juin 2017
25. PALLANTZA Dimitra, Organisation scientifique du colloque, « Le droit du travail et les NTIC », Saint-Omer 2 février 2018, LARJ en partenariat avec le département GACO de l'IUT du Littoral et l'École de commerce de l'ULCO
26. TACHON Raphaël, Co organisation administrative et scientifique du colloque des 9 et 10 octobre 2014 : « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », ULCO, Boulogne s/Mer, LARJ
27. TACHON Raphaël, Co organisation administrative et scientifique du colloque du 6 novembre 2015 : « Le contrat de travail à durée déterminée : un contrat spécial ? », ULCO, Boulogne s/Mer, LARJ
28. TACHON Raphaël, Co organisation administrative et scientifique du colloque du 24 novembre 2017 : « Les procédures d'urgence : questionnement autour de l'efficacité du référé », ULCO, Boulogne s/Mer, LARJ.

V. Post-doctorants et chercheurs accueillis

1. MINET-LETALLE Catherine, Encadrement d'un post-doctorat, Charlotte Huteau, « L'économie sociale et solidaire », avec Camille Carbonnaux, directrice adjointe du LARJ, de janvier à décembre 2018

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

VI. Interactions avec les acteurs socio-économiques

1. Contrats de R&D avec des entreprises
2. Bourses Cifre
3. Création de laboratoires communs avec une / des entreprise(s)
4. Création de réseaux ou d'unités mixtes technologiques
5. Création d'entreprises, de start-up

VII. Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives

1. Contrats européens (ERC, H2020, etc.) et internationaux (NSF, JSPS, NIH, Banque mondiale, FAO, etc.)
2. Contrats nationaux (ANR, PHRC, FUI, INCA, etc.)
3. Contrats avec les collectivités territoriales
4. Contrats financés dans le cadre du PIA
5. Contrats financés par des associations caritatives et des fondations (ARC, FMR, FRM, etc.)

VIII. Indices de reconnaissance

1. Prix
 1. MAILLY Myriam, Premier prix de thèse Cyrille Bialkiewicz pour le Droit des entreprises en difficulté (2016), Paris.
2. Distinctions
3. Responsabilités dans des sociétés savantes
 1. INACIO Emmanuelle, Membre du conseil d'administration de l'Academic Forum of INSOL Europe.
 2. INACIO Emmanuelle Directrice de la formation chez INSOL Europe
 3. MAILLY Myriam, Secrétaire du Réseau des Jeunes Universitaires du Droit de l'Insolvabilité (« Young Academics' Network on Comparative and International Insolvency Law and Finance » (YAN)) du Forum universitaire d'INSOL Europe, nov. 2008-sept. 2015.
 4. MAILLY Myriam, Co-présidente du Réseau des Jeunes Universitaires du Droit de l'Insolvabilité (« Young Academics' Network on Comparative and International Insolvency Law and Finance » (YAN)) du Forum universitaire d'INSOL Europe, oct. 2010-sept. 2017.
 5. MAILLY Myriam, Membre du comité d'administration du Forum universitaire d'INSOL Europe, oct. 2010-sept. 2017.
 6. MAILLY Myriam, Membre du pôle jurisprudence (groupe des enseignants privatistes) dans le cadre du projet de recherche Question prioritaire de constitutionnalité – Étude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française, Projet GIP

Axe « Les réactions du droit des affaires aux évolutions de l'économie »

« Droit et Justice » et CRD&PD, organisé à l'Université de Lille 2 Droit et Santé.

4. Invitations à des colloques / congrès à l'étranger, séjours dans des laboratoires étrangers

1. INACIO Emmanuelle, Co-présidente du Réseau des Jeunes Universitaires du Droit de l'Insolvabilité (« Young Academics' Network on Comparative and International Insolvency Law and Finance » (YAN)) du Forum universitaire d'INSOL Europe.
2. INACIO Emmanuelle, Formation « INSOL EUROPE High-Level Course on Insolvency Law *in* Eastern European Jurisdictions » à destination des professionnels roumains de l'insolvabilité à Bucarest, Roumanie, pour l'année 2016/2017.
3. INACIO Emmanuelle, Membre du pôle jurisprudence (groupe des enseignants privatistes) dans le cadre du projet de recherche Question prioritaire de constitutionnalité – Étude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française, Projet GIP « Droit et Justice » et CRD&PD, organisé à l'Université de Lille 2 Droit et Santé.
4. MAILLY Myriam, participante aux travaux du Groupe de travail V (insolvabilité) de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI) à Vienne et à New York (déc. 2017-auj).
5. MINET-LETALLE Catherine, « Les mesures sociales françaises pour promouvoir la création ou la reprise d'entreprises par les salariés », colloque « 1^{ères} rencontres internationales de la Maison de l'Entrepreneur de Lomé », Togo, Colloque international organisé par l'École des cadres et la Maison de l'Entrepreneur en partenariat avec l'ULCO, 7 au 9 août 2014
6. MINET-LETALLE Catherine, Conférence « L'emploi des jeunes », Projet Erasmus enseignant à l'Huelva, conférence en anglais, Mai 2014
7. MOREIL Sophie, « El derecho francés de los contratos después de la reforma del 10 de febrero de 2016 », 26-27 avril 2018, conférence en espagnol, Université de Huelva
8. MOREIL Sophie, « El derecho concursal francés: el desarrollo de soluciones preventivas », 25-26 avril 2018, conférence en espagnol, Université de Huelva